12°
A3229

DEPOT
ANNEXE

Pierre BRIZON
Député
Directeur de "LA VAGUE"

LA GRANDE TRAHISON

MAISON NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

1919

Librairie de "LA VAGUE"
20, Rue du Croissant, 20
PARIS

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1 621 200

Pierre BRIZON
Député
Directeur de "LA VAGUE"

6814043

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

LA GRANDE TRAHISON

1919
Librairie de "LA VAGUE
20, Rue du Croissant, 20
PARIS

N° 13229

DU MÊME AUTEUR

Le Blé Rouge, 1 broch., 72 pages. **0,20**

En Bataille, 1 broch., 128 pages.. **0,25**

Histoire du Travail et des Travailleurs, 1 vol., illustré, 550 pages..... **5,00**

L'Eglise et la Révolution, 1 vol..... **1,80**

L'apprentissage : Hier, anjourd'hui, demain. — 1 vol..... **3,00**

Précis d'histoire contemporaine. — 2 vol. :

1 vol. de 1789 à 1848 ..... **3,90**

2 vol. de 1848 à 1910 ..... **3,90**

La France dans les Temps Modernes. — 1 vol..... **4,50**

LIVRE I.

LA GRANDE TRAHISON

CHAPITRE I

La grande trahison

« Tant qu'il y aura des soldats, il y aura des guerres, et nos diplomates en ont laissé aux Allemands pour pouvoir en garder chez eux. »

(Anatole FRANCE.)

— « Nous avons gagné la guerre... »

— Non, vous avez perdu la paix !...

Car, enfin, la Paix, c'est le *désarmement*. Où est le désarmement ?

Vous l'aviez pourtant promis aux peuples martyrs :

— Jusqu'au bout ! Ecrasons le militarisme prussien Ensuite, on désarmera le monde. En avant ! C'est la dernière guerre...

Le 18 janvier 1918, dans son discours aux Trade-Unions, M. Lloyd George disait :

— Voici, avec précision, pourquoi nous combattons. C'est pour établir des conditions qui rendront le service obligatoire inutile, non seulement dans ce pays, mais dans tous les pays.

Le Premier d'Angleterre insistait :

— « *Nous voulons rendre le service militaire obligatoire définitivement impossible.* »

Et les peuples ont eu confiance en vos paroles, malgré vos mensonges du passé. Et les martyrs sont allés à la Mort — pour que jamais plus les hommes ne meurent sur les champs de bataille...

Alors, après quatre années et trois mois de massacre, les armes sont tombées des mains des nations saignées, ruinées, épuisées. La Révolution a éclaté. La guerre s'est arrêtée. L'armistice est venu. Et, maintenant...

Maintenant, personne n'a désarmé! Pas même l'Allemagne ! On dit, Monsieur Clemenceau, que vous avez laissé une armée *d'un million d'hommes* à « l'ennemi »...

Or, au 11 novembre 1918, vous pouviez tout désarmer.

Si vous n'avez pas fait le désarmement général, si vous n'avez pas même désarmé « l'ennemi », si vous avez saboté votre « victoire », si le maréchal Foch n'a même pas exigé la démobilisation de l'armée allemande — c'est parce que vous ne l'avez pas voulu, ni vous, ni vos généraux, ni votre Conférence.

Et si vous ne l'avez pas voulu, vous, le grand maître de la *Revanche* (avec Déroulède, Delcassé et Poincaré) vous, le patriote, qui, depuis 1871, avez passé toute votre vie à montrer, comme vous dites, « le danger allemand — à courir l'Europe pour le signaler aux hommes d'Etat, à faire effort dans le pays pour lui dire : le danger est là » — c'est parce que vous, ministre de la Bourgeoisie, et vos amis et alliés de la Finance juive, de la Haute-Métallurgie, de la Dynamite, des grandes entreprises et de la Réaction, vous avez eu une « frayeur puérile » de la Révolution sociale.

La Révolution, en effet, grondait alors en Allemagne. Nos Bourgeois en ont pris peur. Ils ont cru bientôt venue la dernière heure de leurs millions. La terreur panique a couru dans votre Féodalité dorée. Vos généraux de Bourgeoisie eux-mêmes se sont mis à trembler comme des lièvres.

Et voilà pourquoi le maréchal Foch, élève des Jésuites, châtelain en Bretagne, réactionnaire notoire, défenseur du Trône et de l'Autel, n'exigea point, dans l'armistice, la démobilisation complète de l'Allemagne !...

Qu'importe, maintenant, le fameux « militarisme prussien », pourvu qu'on sauve la Caisse !

Et voilà comment — ainsi que vous l'a dit, du haut de la tribune parlementaire, un homme qui n'est pourtant pas un bolchevik, l'honorable Margaine — voilà comment « *l'armée allemande est rentrée en Allemagne pour étouffer la Révolution* ».

Mais il y avait une autre Révolution. Elle faisait encore plus peur à votre Bourgeoisie rapace. C'était la Révolution russe. Alors, vous êtes entrés en « intelligence avec l'ennemi » et vous avez dit à l'Allemagne :

— Gardez vos troupes là-bas. Servez-vous-en contre les bolcheviks. Vous les retirerez quand on vous le dira.

Et, aujourd'hui qu'après un an de perdu vous jugez enfin venu le moment de faire rappeler ces troupes ennemies, la fameuse *Division de Fer*, dont von der Goltz l'aventurier, refuse d'obéir !... A qui la faute, sinon à la division de Fer des Capitalistes français, anglais, américains et italiens ?

Vous, les « patriotes », vous vous êtes servis des soldats de « l'ennemi » !

Qu'en profiteurs des Révolutions françaises vous ayez jeté ces soldats « ennemis » contre la cause des travailleurs, contre la justice et contre l'égalité, ce n'est pas une excuse. Vous vous en êtes servis !

Et ce sont des soldats qui sont en prison ! C'est un autre qui va passer devant la Haute-Cour à votre place...

La « défense nationale » s'est avouée, entre vos mains, la défense de la bourgeoisie, la force au service de la classe riche.

« Le maréchal Foch a avisé les membres de la commission d'armistice que si les bolcheviks prenaient le pouvoir (en Allemagne), les Alliés rompraient toutes les négociations ! Que la menace bolcheviste cesse ou bien Berlin sera occupée ! » (*Berliner Tageblatt* du 3 janvier 1919.)

Quand le général Hirschauer est entré à Kehl, il n'a pas dit :

— « Désormais, plus d'armées permanentes ! A bas les casernes ! C'est la fin des guerres ! »

Non. Il a dit :

— « C'est bien entendu ? Plus de Soviets, ni d'histoires de ce genre ! »

Et, depuis un an, vos généraux, là-bas, font régner la *terreur bourgeoise* aux pays d'Alsace et de Lorraine. Ils ont fait tirer sur les *ouvriers* mineurs de la Sarre. Ils en ont tué... pendant la Paix.

Chères provinces perdues, comme on est heureux de vous retrouver ! Comme on vous désirait ! Comme on va faire votre bonheur ! Mais filez doux, en réaction, ou prenez garde à l'état de siège et à la mitrailleuse...

Ainsi, Messieurs, pour vous, la « patrie » c'est de la politique ! Voilà qui est démontré clair comme le jour.

La « patrie », c'est de la réaction. C'est la loi des Maîtres et non pas la terre des pauvres bougres.

La « patrie » est une mine d'or que vous exploitez.

Vous avez fait croire au peuple, trompé, que la « patrie » c'était lui. Mais, heureusement, vous venez de lui prouver que la « patrie », c'est la Bourgeoisie, avec ses châteaux, ses terres, ses mines, ses hauts-fourneaux, ses sociétés anonymes et toutes ses richesses...

Vous auriez dû le dire aux sans-le-sou qui sont partis en l'août terrible...

Il y a pire. Il y a le *Parti militaire*, section abrutie de la bourgeoisie.

Le Parti militaire vit de la guerre et du militarisme. Il les entretient comme les sauvages d'Océanie entretiennent le feu. Le Parti militaire n'imagine pas le monde sans soldats, sans casernes, sans armées permanentes, sans canons, ni munitions, ni carnages...

Aussi le maréchal Foch a-t-il demandé, en trois mémoires : un du 28 novembre 1918, un du 10 janvier 1919, le troisième du 31 mars 1919, qu'il fût laissé à l'Allemagne, non seulement de l'artillerie, mais un recrutement armé de 200.000 hommes par an. Un million d'hommes en cinq ans ! Deux millions en dix ans ! A « l'ennemi héréditaire » !

Et c'est cela que vos généraux appellent l'écrasement du militarisme allemand ?...

Jamais le Parti militaire français n'avait montré

avec autant de cynisme qu'il a besoin d'une armée *allemande!...*

Il la lui faut pour vivre!

Le militarisme des uns justifie le militarisme des autres...

Et le militarisme, c'est la *Réaction armée* (même de mitrailleuses!) contre les droits du peuple, du travail et du pauvre...

Certes, la Conférence n'est pas allée aussi loin que le maréchal. L'Allemagne n'aura plus tard, qu'une armée de 100.000 hommes. Mais quand?

Vous voici d'accord avec « l'ennemi » pour que les renégats de Berlin ne démobilisent leurs armées qu'au printemps prochain!

Trahison ? Oui, mais, avant tout, défense capitaliste. Il s'agit de se servir des soldats contre les socialistes révolutionnaires, cet hiver...

Et puis, une armée de 100.000 hommes, c'est 100.000 hommes de trop!

C'est le fusil contre l'idée (à moins que le fusil ne se range du côté de l'idée! Ça s'est vu, ça se verra encore...).

C'est le prétexte cherché par notre *Parti militaire* pour imposer à notre pays ruiné la continuation des armées de casernes.

Tout s'explique. La classe abêtissante qui veut tout pour elle : le pouvoir, et la terre, et l'argent, a du génie : le génie des plantigrades et des tardigrades!

Génie diabolique, qui a des inventions infernales : la discipline, l'armée, la guerre et le conseil de guerre...

Vous n'avez donc désarmé, sinistres génies de la Conférence et du Gouvernement, ni l'armée, ni la flotte ; ni la France, ni l'Angleterre, ni l'Amérique, ni l'Italie, ni la Roumanie, ni même l'Allemagne...

Au contraire! A ceux qui n'en avaient pas, vous avez donné une armée aux Polonais, aux Yougo-Slaves, aux Tchéco-Slovaques, aux Provinces bal

tiques... Et ces nouveaux-nés sont en train de se battre ! Le sang coule...

Avec vos généraux, vos « diplomates », vos réacteurs et vos bêtes de proie, vous nous avez laissé un monde empoisonné de militarisme, de violence et d'avidités.

Vous nous avez précieusement conservé la civilisation de la caserne, de la mitrailleuse, de la bombe, du gaz asphyxiant, du lance-flammes, de l'huile bouillante et des profiteurs du sang !

Vous nous avez signifié qu'il vous faut des gendarmes, et des commandes à vos seigneurs de la métallurgie.

Vous n'avez pas tenu vos promesses.

Vous n'avez rien fait pour que la Propriété, enfin, appartienne au Travail et rien qu'au Travail !

Vous avez, au contraire, renforcé le régime capitaliste, qui est le règne des parasites.

Vous n'avez pas donné la terre aux laboureurs sans propriété qui reviennent des tranchées.

Vous n'avez pas tué la guerre.

Vous n'avez même pas fait la paix.

Vous avez trompé les martyrs.

Les pauvres morts sont morts pour rien.

Et cela, voyez-vous, c'est la grande trahison...

CHAPITRE II

Le baril de poudre

Le 16 janvier 1914, le baron Guillaume, ambassadeur de Belgique à Paris, écrivait à son gouvernement :

« J'ai déjà eu l'honneur de vous dire que ce sont MM. *Poincaré*, *Delcassé*, *Millerand* et leurs amis qui ont inventé et poursuivi la *politique nationaliste*, cocardière et chauvine dont nous avons constaté la renaissance. C'est *un danger pour l'Europe* — et pour la Belgique. J'y vois *le plus grand danger qui menace aujourd'hui la paix de l'Europe*, non pas que j'aie le droit de supposer le gouvernement de la République disposé à la troubler de propos délibéré — je crois plutôt le contraire — mais parce que l'attitude qu'a prise le *cabinet Barthou* est, selon moi, la cause déterminante d'un surcroît de tendances militaristes en Allemagne.

« Les folies belliqueuses de la Turquie et la *loi de trois ans* me paraissent constituer les seuls dangers à redouter pour la paix de l'Europe. Je crois pouvoir relever *le péril* que fait naître la législation militaire actuelle de la République. »

Le 12 juin 1913, le baron Guillaume, ambassadeur de Belgique à Paris, écrivait déjà à son gouvernement :

« Les charges de la nouvelle loi (de 3 ans) seront tellement lourdes pour la population, les dépenses qu'elle entraînera seront tellement exorbitantes, que le pays protestera bientôt et la France se trouvera devant ce dilemme : une abdication qu'elle ne pourra souffrir *ou la guerre à brève échéance*. La responsabilité de ceux qui ont entraîné la nation dans cette situation sera lourde. On les suit dans une sorte d'affolement, de frénésie intéressante, mais lamentable. Il est aujourd'hui défendu, sous peine de passer pour un traître, d'émettre un simple doute sur la nécessité d'adopter le service de trois ans...

« La propagande en faveur de la loi de trois ans, destinée à amener un réveil du *chauvinisme*, a été

admirablement bien préparée et menée. Elle a commencé par servir *à l'élection de M. Poincaré* à la présidence de la République ; elle poursuit aujourd'hui son œuvre, sans souci des *dangers* qu'elle fait naître. »

Le 8 mai 1914, le baron Guillaume, ambassadeur de Belgique à Paris, écrivait encore à son gouvernement :

« Un des éléments les plus dangereux de la situation actuelle est le *retour à la loi de trois ans*. Elle a été imposée à la légère par le *parti militaire*, et le pays ne peut pas la supporter. *Avant deux ans d'ici, il faudra y renoncer ou faire la guerre...*

« Il est incontestable que la nation française, durant ces derniers mois, est devenue *plus chauvine* et plus confiante en elle-même. Les mêmes hommes autorisés et compétents qui — il y deux ans — témoignaient des craintes très vives à la mention seule de difficultés possibles entre la France et l'Allemagne, ont aujourd'hui changé de ton : ils se disent *certains de la victoire* ; font grand état des progrès, d'ailleurs très réels, accomplis par l'armée de la République et se disent assurés de pouvoir, tout au moins, tenir l'armée allemande en échec pendant une durée de temps assez longue pour *permettre à la Russie de mobiliser*, de concentrer des troupes et de se jeter sur son voisin de l'Occident. »

Le 10 mars 1914, le baron Guillaume, ambassadeur de Belgique à Paris, avait écrit à son gouvernement :

« ...Il n'est un secret pour personne que la chute du cabinet Barthou a été très sensible au président de la République, qui ne s'est pas mépris sur sa signification, ayant parfaitement compris que c'était sa propre personnalité qui était en jeu. L'obligation où il s'est trouvé, grâce à la défection de quelques personnalités politiques sur lesquelles il croyait pouvoir compter, de confier le pouvoir à M. Caillaux, tout en l'attribuant nominalement à M. Doumergue, l'a profondément indisposé. La personnalité du ministre des Finances, dont il connait les mérites, mais aussi toutes les faiblesses, lui est profondément antipathique. Il y a vu un échec pour la *politique militaire et nationaliste qu'il poursuit*

systématiquement depuis le jour déjà où il avait été placé à la tête du gouvernement comme président du Conseil.

« Avec MM. Delcassé, Millerand et quelques autres, il préconisa inlassablement l'œuvre du *relèvement politique et militaire de la France*, combinée avec des relations plus étroites et plus confiantes avec la Russie. Il est allé à Pétersbourg comme président du Conseil ; il y retournera dans quelques mois comme président de la République.

« Il y a envoyé, récemment, M. Delcassé, auquel il avait confié la mission de chercher, par tous les moyens, à exalter les bienfaits de l'alliance franco-russe et à amener le grand empire à accentuer ses *préparatifs militaires...* »

Dès le 21 février 1913, à propos de la nomination de M. Delcassé comme ambassadeur en Russie, le baron Guillaume, ambassadeur de Belgique à Paris, avertissait ainsi son gouvernement :

« J'estime qu'il n'a pas déplu à *M. Poincaré, le Lorrain*, d'affirmer, dès le premier jour de sa haute magistrature, son souci de se montrer ferme et de tenir haut le drapeau du pays.

Dans les moments troublés où se trouve l'Europe, *c'est là le danger que présente la présence de M. Poincaré à l'Elysée.* C'est sous son ministère que se sont réveillés les *instincts militaristes* — légèrement *chauvins* — du peuple français... »

Le 14 février 1913, au lendemain de l'élection de M. Poincaré à la présidence de la République, et à ce propos, le baron Guillaume, ambassadeur de Belgique à Paris, écrivait à son ministre des Affaires étrangères :

« Il faut y voir, tout d'abord, une manifestation de ce *vieux chauvinisme français*, qui s'était éclipsé durant de longues années, mais a repris force depuis les incidents d'Agadir.

« *M Poincaré est Lorrain* et ne manque aucune occasion de le rappeler ; il fut le collaborateur et l'instigateur de la *politique militariste de M. Millerand...* »

Or, dès le 2 juillet 1911, au sujet de ces incidents d'Agadir, le baron Guillaume, ambassadeur de Belgique à Paris, écrivait à son gouvernement :

« Il n'est pas contestable aujourd'hui que l'attitude du gouvernement de la République a amené ou per-

mis le débarquement des Espagnols à Larache et l'envoi d'un navire de guerre allemand à Agadir. »

De son côté, le baron Beyens, ambassadeur de Belgique à Berlin, écrivait à son gouvernement, le 20 février 1914 :

« J'ai demandé à l'ambassadeur si l'entente en Asie Mineure, très désirée par l'empereur, comme j'ai eu l'honneur de vous l'écrire, contribuerait, d'après lui, à améliorer les relations franco-allemandes. « Les relations officielles, peut-être, dans « une certaine mesure, m'a répondu M. Cambon ; « mais je ne pense pas que cet accord ait de l'in- « fluence sur les sentiments du gros public de chaque « côté des Vosges. Le *langage de la presse fran-* « *çaise* à l'égard des Allemands n'en sera malheu- « reusement pas changé. Nous avons aussi, en « France, depuis l'affaire Dreyfus, *un parti militaire* « *et nationaliste*, qui ne veut à aucun prix d'un « rapprochement avec l'Allemagne et qui *excite le* « *ton agressif d'un grand nombre de journaux*. Le « gouvernement devrait compter avec eux et avec « le parti dont ils sont les porte-parole, dans le « cas où un grave incident éclaterait de nouveau « entre les deux nations. La majorité des Allemands « et des Français désire, incontestablement, vivre « en paix. Mais *une minorité puissante dans les deux* « *pays ne rêve que batailles, luttes et conquêtes ou* « *de revanche*. C'est là *le danger* à côté duquel il « faut vivre comme à côté d'un *baril de poudre* dont « une imprudence pourrait provoquer l'explosion. »

L'explosion s'est produite, la guerre infâme a éclaté. Douze millions d'hommes sont morts, dont plus d'un million et demi de Français...

Nos députés — blancs, bleus et même des rouges — se sont couchés devant la guerre en répétant, comme de pauvres perroquets aveugles, que la « barbarie allemande » avait seule, absolument seule, mis le feu au baril de poudre

Hélas ! l'époque de « l'héroïsme » aura été la grande époque de la lâcheté politique !

Et ce n'est pas en l'air que Marx a pu voir, autrefois, le « crétinisme parlementaire ».

CHAPITRE III

Les erreurs terribles

Ils disaient :

— « Fabriquez des canons, des fusils et des baïonnettes. Construisez des cuirassés, des croiseurs et des sous-marins. Vous tiendrez ainsi l'ennemi en respect et vous n'aurez pas la guerre. »

Et « on a eu » la guerre... La guerre la plus terrible après quarante-trois années d'armements à outrance.

Ils disaient :

— « Que la France soit forte et la France sera respectée.

« Donnez-lui des soldats. Donnez-lui des milliards, et vous n'aurez pas la guerre. »

Le peuple a donné des milliards (50 milliards militaires de 1872 à 1914). Il a donné des soldats. Il a refait les trois ans... Et dix-sept cent mille de ses enfants sont morts, les autres mutilés, malades ou dégoûtés — parce que la guerre est venue quand même.

Ils disaient :

— « Ayons des « amis et alliés », et nous aurons la Paix. Faisons l'Alliance franco-russe, et ce sera une assurance contre la guerre. »

Et ils ont fait l'Alliance russe. Ils ont reçu le Tsar. Ils lui ont sacrifié les milliards de la France — ainsi que la République...

Et la guerre est venue... Et l'Alliance russe a fait banqueroute.

Ils disaient :

— « Nous voulons *la Revanche* (car c'est ainsi que d'aucuns nommaient la *Paix !*..) Nous n'échangerons pas l'Alsace et la Lorraine pour l'Indo-Chine et Madagascar. Ils nous faut tout — et le Maroc avec. »

Ils l'ont eue, la Revanche, et il y a autant de

Français sous les croix de bois que d'habitants en Alsace-Lorraine.

Ils l'ont eue, la Revanche, et la terre reconquise coûte à la France cent quarante mille francs l'hectare !

Ils disaient :

— « Il faut au moins trois ans pour faire un soldat. »

La guerre a éclaté — et il a fallu trois mois...

Ils disaient :

— « Laissez faire nos généraux. Ayez confiance dans l'Etat-major et l'Ecole de guerre. Ils sauront nous défendre. »

Et leurs aigles n'ont été que des ânes.

Et les ânes étoilés ont fait massacrer notre jeunesse en pure perte au début de la guerre.

Ils disaient, leurs généraux de génie (et des Jésuites) :

— « Non, non, pas d'artillerie lourde. Ça c'est bon pour les Allemands. Le 75 suffit — avec 300 coups par pièce. »

Et ils vidèrent les arsenaux et les usines dans les régiments... Et ils abandonnèrent aux armées de l'Empereur allemand les hauts fourneaux français et les mines de fer du *Bassin de Briey*...

Mais il fallut restituer les ouvriers du fer pour construire des canons lourds, des canons légers, par milliers, et pousser tout un peuple de femmes dans les ateliers, pour fabriquer des obus, non par centaines, mais par centaines de millions !

Ils disaient :

— « Non, non, pas de réservistes. L'*active* suffit. »

Et la guerre a été la guerre des réserves et nos petits Napoléons n'avaient pas de fusils pour les réservistes. Ils ont dû aller à la bataille même avec les *territoriaux*, même avec des *auxiliaires* et même

avec les vieilles *vieilles classes* de la réserve ter ritoriale...

Ils disaient :

— « C'est par l'Est qu'*ils* viendront. Les grand combats auront lieu, là-bas, vers la « ligne bleu des Vosges ».

Et l'invasion est venue par le Nord... où n l'attendaient pas les Bonapartes de la Bêtise.

Quand la guerre fut sur nous, ils disaient :

— « Ce ne sera pas long... Dans trois mois nous aurons la victoire... »

Et la guerre a duré cinquante-deux mois...

Sans compter l'inexpiable guerre à la Russie, à la Hongrie, au Socialisme.

Ils disaient :

— « En avant ! En gants blancs la furie française ! C'est pour la gloire et pour nos enfants ! »

Et quand leur nullité eut fait décimer la jeunesse, ils les prirent, ces enfants.

Alors, chose inouïe, on entendit ces vieux — vieux par l'âge, par l'égoïsme ou par l'idée — pousser à la boucherie des « Marie-Louise » de dix-huit ans...

Ils disaient :

— « En avant ! C'est la *dernière guerre*... »

Et maintenant que la guerre est finie, ils parlent encore de casernes, de service militaire, de budget de la guerre et de garde éternelle sur le Rhin.

Ils disaient :

— « En avant pour écraser le *militarisme prussien* ! »

Et ils livraient la République pieds et poings liés et bâillonnée au militarisme français, *à la dictature du sabre*...

Et quand la guerre a été finie, ils n'ont même pas désarmé complètement le militarisme prussien, parce qu'ils avaient peur de voir en Allemagne la victoire du Socialisme !

Ils répétaient :

— « Jusqu'au bout ! Le Boche barbare veut nous réduire en esclavage. »

Et ils commençaient à supprimer eux-mêmes, de leurs propres mains, toute liberté en France, à organiser l'état de siège, la censure, le cabinet noir, le mouchardage... Ils ont rétabli l'exil et refermé les portes de leurs prisons sur ceux qui ne pensaient pas comme les sauvages...

Ils ont dit, vers la fin du grand massacre :

— « Les soldats ont des droits sur nous. »

Et les soldats ont eu le droit de se taire, le droit aux cheveux coupés, aux brimades, aux injures, à la mauvaise nourriture ou le droit au conseil de guerre...

La guerre a mangé la jeunesse des hommes de France. (Il en est à qui l'armée a pris sept années de leur vie.) Et on ne les a démobilisés en masse que huit mois après le dernier coup de canon !

Et quand, à regret, la Dictature militariste s'est résignée à lâcher enfin les « Héros sublimes », ils ont retrouvé, au retour, la vieille *Injustice* toujours debout dans la société mal faite : le Travail aux uns et la Richesse aux autres...

Ainsi, ils se sont trompés sur tout, et ils ont menti sur le reste, nos ministres, nos députés, nos journalistes, nos capitalistes, nos gouvernants — nos Maîtres provisoires.

Ils se sont trompés sur les alliances, sur la paix armée, sur les armements, sur la caserne, sur la stratégie, sur la tactique, sur la durée de la guerre, sur le contenu de la paix, sur le prix de leur Revanche.

Ah ! vous osez parler de nos erreurs, crétins de guerre. Regardez donc les vôtres ! Elles sont terribles ! Elles ont saigné la patrie. Elles l'ont épuisée. Elles l'ont ruinée...

Vous n'avez plus le droit de parler, ni d'écrire, ni de faire la Loi, ni de gouverner. Vous êtes trop bêtes !... Et trop méchants... Allez-vous-en !...

Ils disaient encore, doucereux, au temps de la mobilisation :

— « Vraiment, il faut le reconnaître, les socialistes, les antimilitaristes, les syndicalistes et les pacifistes ont bien fait leur devoir. »

Et maintenant vous bavez sur eux, canailles !

Et vous dirigez contre eux, contre le peuple qui travaille et qui vient de se battre, toute votre politique de brutes guerrières, de politiciens ignorants, votre politique de bourgeois avides, épais et bornés, d'industriels gros et gras et rougeauds incapables d'inventions, mais jaloux de l'industrie des autres ; votre politique de perroquets vieillis, de fausse science sans conscience, d'ânes universitaires et académiciens, de classe malfaisante qui veut conserver le privilège de vivre par le travail des autres, votre misérable politique d'accapareurs cyniques et de « Ventres dorés » égoïstes, crétinisés par la presse et par l'adoration de l'Argent...

Mais elle finira bien par sonner, l'heure de notre Revanche, celle de vos victimes.

Et alors la Justice du Peuple passera.

Elle vous mettra hors d'état de nuire (d'exploiter ou de faire la guerre) en vous arrachant ce Pouvoir politique que vous avez monopolisé à votre profit grâce aux mensonges de vos journaux, aux préjugés de vos écoles, aux calomnies de vos larbins et à l'ignorance que vous avez entretenue dans les masses.

Et vous devrez restituer au Peuple, à la Nation, à la France, à la Patrie (dont vous avez plein la bouche) ces immenses domaines, ces mines, ce fer et ces chemins de fer, ces chutes d'eau, ces milliards de la guerre, ces richesses collectives et ces *biens nationaux* que vous leur avez pris par la Loi et par la Force...

CHAPITRE IV

La faute des généraux

Aux martyrs et aux rescapés de la Grande Boucherie.

C'est terrible à dire : mais si la Bourgeoisie avait voulu, elle aurait pu éviter la guerre.

Elle a eu quarante-quatre ans devant elle pour empêcher le crime des crimes.

Mais, pendant quarante-quatre ans, de Déroulède à Poincaroff, l'homme de l'Est, le libérateur prédestiné, la Bourgeoisie gouvernante a crié à la *Revanche...*

A la Revanche par le fer, par le feu et par le sang !

Or, la Revanche pouvait se prendre par l'entente et par l'échange.

Nous avions des colonies à en revendre. Nous en avions trop. La Bourgeoisie aurait pu en céder à l'Allemagne une ou deux, parmi les lointaines, contre la liberté de l'Alsace-Lorraine.

Mais nos gros mangeurs ont tout voulu : le Sahara, l'Alsace-Lorraine et la guerre...

Alors, ils ont « encerclé » l'Allemagne de leurs cris de guerre, de leurs canons et de leurs alliances : franco-russe, franco-anglaise.

Au lieu de traiter la revanche comme une « affaire », nos bourgeois gourmands ont continué la rafle des colonies à la surface du globe. Avec les Anglais, ils ont tout pris, tout volé — jusqu'au Maroc. Il ne restait plus rien pour le gros mangeur allemand, rien pour le trop-plein de la population débordante et des usines énormes de l'Allemagne capitaliste.

Et là-bas, sur le Rhin, le hobereau, le pangermaniste et les Brigands du Fer jetaient de l'huile sur le feu de nos revanchards.

Comment n'aurait-elle pas éclaté entre tous les gros mangeurs de France, d'Allemagne, de Russie et d'Angleterre, la guerre qui, au surplus, devait éloigner d'eux la vague socialiste qui montait en Europe ?

Quand, pour la revanche et pour l'argent, on veut la guerre, au moins il faut savoir la faire !

Voyons comment il a fait *sa* guerre, notre *Parti de la Guerre*

Il y a un dossier. Un dossier formidable : celui de la *Commission d'enquête parlementaire sur la Métallurgie en France et l'abandon du bassin de Briey*. Les deux premiers volumes viennent de paraître. Ouvrons-les pour en extraire la « substantifique moelle ».

Leur guerre ? Elle fut pire qu'en 70 ! Elle a coûté beaucoup plus d'hommes et d'argent, de temps, de souffrances et de misères !

— « *Vous direz au général en chef que ses opérations sont PIRES QUE CELLES DE* 1870.

« *Il n'y voit absolument rien. C'est de l'incapacité...* »

Ainsi parlait, le 22 août 1914, le général Ruffey, membre du Conseil supérieur de la Guerre, commandant de la 3e armée. Bien entendu, Joffre a fendu l'oreille à ce général audacieux.

— « *En attaquant sur les Vosges, dit-il, on a commis une erreur qui a PROLONGÉ LA GUERRE DE QUATRE ANS. Si on avait attaqué par la Belgique, puisque sa neutralité était violée, j'estime que la guerre n'aurait pas duré plus de trois mois et qu'elle se serait terminée en notre faveur.* »

Joffre et son état-major étaient hypnotisés par l'Est. Leur but était une offensive en furie sur l'Alsace et la Lorraine. On en parlait depuis quarante-quatre ans ! En avant, perroquets et routiniers !...

Huit jours avant l'arrivée des Allemands à Lille, Joffre disait qu'ils ne passeraient pas par la Belgique ! (I, 128.)

En février 1911, le général Michel, alors généralissime, avait remis au ministre de la Guerre un « rapport prophétique », où il prévoyait — et parait — le coup de l'invasion allemande par la Belgique. Il prévoyait aussi l'emploi des réservistes en première ligne. C'en était trop.

— « *Le général Michel est devenu maboul* », s'écria-t-on au ministère. Et l'illustre Messimy, bourgeois radical, ministre de la Guerre, se chargea de « l'moger » le général Michel — et de nommer Joffre généralissime (en 1911).

Non content de ces erreurs énormes, le sang Messimy, à l'enquête, injurie le général Michel.

— « *Homme superficiel, médiocre, impression ble, nerveux, d'une incapacité totale et absolu remplir ses fonctions.* »

L'incapable n'était pas le général Michel, avait eu, au contraire, l'intelligence de prévoir qui est arrivé. Le premier incapable était ce M simy de malheur. Le deuxième incapable était Joffre. Et le troisième incapable était leur é major.

— « *Nous avions la bonne fortune, a dit le gé ral Percin, de posséder en* 1911 *un chef qui a prévu ce qui est arrivé. Il a été disgracié pour clairvoyance, et ceux qui n'ont pas vu clair ont récompensés !* »

On disait, dans l'entourage de l'incapable M simy :

— « *Le général Michel n'a pas la confiance l'armée.* »

Un des rares cerveaux de l'armée, le général gnault, ancien chef d'état-major général de l'arm nous a dit pourquoi :

« *Le général Michel demande au ministre de Guerre de faire étudier par l'état-major de l'arm une organisation nouvelle de notre mobilisation. propositions entraînaient une modification compl de notre plan de mobilisation ; elles étaient en position profonde avec les idées qui avaient co alors dans les centres militaires, en particulier c la plupart des jeunes officiers brevetés de l'é major de l'armée, de l'Ecole de guerre, du Con supérieur de la guerre et du cabinet du ministre, d un certain nombre d'ailleurs étaient des contem rains de l'ancien capitaine d'état-major Messim*

« *Utilisation plus complète des réserves, l amalgame et leur emploi avec les formations acti la formation de milices locales pour la défense médiate des frontières* », *ces propositions du géné Michel semblaient inspirées de certaines des con dérations développées par M. Jaurès dans le pro de loi qu'il avait déposé quelques mois auparava et cela n'était peut-être pas fait pour augmenter le chances d'adoption !* »

La routine et l'ignorance des généraux ont fait couler le sang de la France :

— « *Notre infanterie, dit le général Ruffey, a payé de son sang la routine et les idées préconçues du maréchal Joffre, parce qu'elle n'a pas été suffisamment appuyée par les autres armes : artillerie lourde et aviation. C'est bien lui qui en est responsable.* » (*II*, 22.)

Les généraux intelligents ont subi le sort du général Michel.

Le général Lebas, gouverneur de Lille, avait, lui aussi, prédit l'invasion par la Belgique :

« *Je crois, disait-il, que vous êtes dans une erreur profonde de penser que Lille n'a rien à craindre sous prétexte qu'une invasion allemande par la Belgique ne peut nous menacer que par la rive droite de la Meuse. Non seulement, à mon sens, elle se développerait par la rive gauche et par la vallée de l'Oise, mais elle déborderait Maubeuge, et il est à craindre que ses vagues ne déferlent jusqu'à Lille. Par conséquent, vous voyez la gravité de la situation. Si le Nord était envahi et occupé, avec les houillères, avec la route de la mer, cela peut être un désastre!* » (*I*, 187.)

Ce fut l'immense désastre de Charleroi : l'hécatombe, la retraite, la perte du fer et du charbon :

« *Nous perdions à la fois* 90 % *de notre minerai de fer*, 75 % *de notre coke*, 60 % *de notre charbon.*

« *Et* 80 % *de nos hauts fourneaux étaient ou pris par l'ennemi, ou arrêtés par la mobilisation générale !* » (*Commission sénatoriale de l'Armée.*)

Celui qu'on appelle le « vainqueur de la Marne » n'est autre que le vaincu de Charleroi !...

Et c'est le général Lebas qui a été frappé !! Frappé par le vaincu de Charleroi :

« *En* 1916, *dit M. Viollette, président de la Commission d'enquête, le général Lebas, gouverneur de Belfort, a été disgracié à la suite d'une conversation surprise à la table de M. Japy, dans des conditions qui sont invraisemblables et par des procédés de basse police inadmissible. Il serait peut-être permis de croire que c'était une rancune qu'on satisfaisait ainsi.* »

L'intelligence, à l'Armée, a toujours reçu le coup de pied de l'âne. Ecoutez comment le général Lebas explique ce coup :

« C'est parce que, depuis de longues années, l
ds de la guerre n'était pas en honneur dans l'ar
française. Elle comporte, en effet, des études éco
miques, diplomatiques, etc., et on n'aimait pas c
De l'officier qui étudiait ces questions on disa
« Il s'occupe d'autre chose que de son métier.
Je n'étais pas persona grata. Les officiers qui s
cupaient d'autre chose que de petite tactique n'étai
pas très bien vus. Pendant toute ma carrière je
suis occupé des choses de mon métier et de ce
je croyais être de mon métier. Je lisais des étu
politiques, diplomatiques, économiques, sociale
je tâchais de meubler mon esprit, comme un hom
de mon âge et de mon instruction générale pou
le faire au bénéfice de ma préparation à la cond
des opérations en temps de guerre. Et l'on disa
« Il fait de la politique. »

Je parlais tout à l'heure de mes relations avec
parti socialiste du Nord. On disait : « Le géné
Lebas ! il fait de la politique ! » Je l'ai vu dans
notes. Je répondais : « Non, ce n'est pas de la p
tique. Je suis gouverneur ; le jour de la guerre
faudra que tout le monde marche avec moi, les cl
caux aussi bien que les socialistes ; il faut d
qu'ils aient confiance en moi, or, il n'y a qu'
manière d'y arriver, c'est de me faire connaître
estimer. » J'ai été très malheureux, les larmes m
viennent aux yeux en ce moment d'avoir été inutil
pendant la guerre, alors que j'aurais pu être u
à mon pays.

L'ignorance des officiers « supérieurs » était te
qu'ils ne connaissaient pas la valeur métallurgiq
du bassin de Briey et que

« Certains généraux paraissent même ne pas
voir ce que c'est qu'un haut fourneau ! » (I, 199.)

— « Vous êtes ignorant comme une carpe de to
ce que l'ennemi a dans le ventre. »
ose dire le général Ruffey à l'envoyé du Gra
Quartier général Joffre

— « La vérité, c'est que l'état-major n'a jam
eu de plan. »
affirme l'ingénieur Archer, sergent d'infanterie, i
venteur des tanks.

« J'avais rédigé différentes notes, dit-il, où
montrais qu'il n'était pas facile avec de l'artiller
lourde d'enfoncer le front ennemi. Cette solution n

ait, d'après moi, être obtenue que par les tanks
s canons d'infanterie. J'avais fait adopter par
rand Quartier Général le principe de l'accom-
ement de l'infanterie par des engins blindés.
avais été envoyé en mai 1915 dans l'armée de
aine avec une section d'engins blindés. Je pour
indiquer les moyens qui ont été employés pour
échouer mon projet. On me mit pendant huit
aux arrêts de rigueur et on voulait même me
re en prison » !...

génie napoléonien de Joffre et de son G.Q.G.
sortie la théorie de la *guerre d'usure* :
On les grignotte ! »
Au lieu de changer les méthodes, dit l'ingé-
r Archer, on préfère SACRIFIER DES MIL-
NS D'HOMMES... Il y a eu DEUX FOIS
S DE MORTS du côté français que du côté alle-
d. » (*I*, 201, 204.)

s ânes étoilés n'ont pas seulement gaspillé les
des hommes. Ils ont gaspillé nos milliards :
L'homme qui porte la plus lourde responsabilité
le général Dumézil, dit l'ingénieur Archer,
sez-moi vous citer une de ses paroles pour fixer
t d'esprit de ces gens-là. Voici ce qu'il disait
nois d'avril 1915, quand je lui proposais de tirer
illions d'obus défectueux qui faisaient éclater
pièces de 75 et dont je proposais l'utilisation
mon petit canon :
— Je m'en fous. Les obus défectueux, je les
place par des neufs. »
Cependant, ce serait une économie de 400.000
es par jour.
— Les économies, je ne suis pas chargé d'en
e. »

our malfaçons criminelles ou autres motifs, les
ons éclataient souvent, tuant les soldats.
En Argonne, cela arrivait presque tous les jours
grand combat », dit le général Sarrail.
a généraille n'était pas qu'ignorante et incapable.
Elle était jalouse du voisin :
Un officier du Grand Quartier Général a eu
udace de dire devant des officiers :
— « Pourvu que le général Sarrail n'ait pas de
cès ! » (*I*, 362.)
ette généraille allait jusqu'à l'inconscience :
« On m'a raconté que le général Coutanceau

ayant demandé des travaux à Verdun, on lui ré
dit :

— « *Verdun n'a pas d'importance !* » (*II*, 82.)

Le haut état-major tenait les généraux com
tants dans l'isolement et l'ignorance de ses vues

— « *Je ne savais rien, moi qui étais command*
de division, dit le général Leguay. Je ne savais
que je faisais partie d'une armée qui avait pour
sion l'investissement de Metz. »

Pour six millions de soldats, il n'y avait que d
millions et trois cent mille fusils !... On manq
d'habillements pour les territoriaux et même p
les réservistes !... Il est vrai que nos Maî
croyaient au début à une guerre courte, une gue
de deux ou trois mois !...

L'inconscience de nos Napoléons alla si loin
le glorieux vaincu de Charleroi envoya en Belgi
cinq corps d'armée contre vingt-huit corps d'arm
allemands !

Quand un espion français en Allemagne avait di
« Sept cent mille Allemands traversent Aix-la-Ch
pelle en direction de la Belgique et du nord de
France », la généraille lui avait répondu :

— *Vous devez vous tromper. Reprenez vos inf*
mations.

Et l'espion répliquait :

— *Ce n'est pas 700.000. C'est deux millions !...*

Quant à Briey, la généraille n'avait pas remarq
qu'il y avait là des mines de fer, qu'avec du m
nerai de fer on fabrique de l'acier et qu'avec
l'acier on fabrique des canons et munitions.

— « *Vous me parlez du bassin de Briey, dit*
général Belin. Mais LE BASSIN DE BRIEY N
PAS DE VALEUR MILITAIRE, sauf le plateau
Briey qui est absolument sous le canon de Metz. »

L'ignorance militaire en métallurgie était si pr
fonde que Briey fut laissé sans défense et abandon
né sans combat.

Or, sur 21 millions et demi de tonnes de minerai
de fer extraites en France en 1913, Meurthe-et-Mo
selle en avait fourni près de 20 millions, dont
millions à Briey !...

« *Qu'il s'agit des explosifs ou des poudres, c'est*
à-dire des moyens les plus terribles de la scien
contre les corps humains ; qu'il s'agit de l'envo

ppe de ces explosifs et de ces poudres, c'est-à-dire s aciers de différentes qualités et des instruments i servaient à lancer ces aciers, les canons ; qu'il igit des formes souvelles de combat, telle que éronautique, ou, enfin, qu'il s'agit des moyens de ansport qui seuls pouvaient donner des services pides, c'est-à-dire les automobiles et les essences, Commission sénatoriale de l'armée fut amenée à nstater une carence générale du plan 17. »

Le plan 17 était le plan de guerre du « maré- al » Joffre et de son état-major.

« Finalement nous avons vaincu, mais L'EXPE- IENCE A ETE ABOMINABLE. Nous avons vain- u avec des SACRIFICES HUMAINS dont le sou- enir ne périra jamais. Plus on connaîtra ce qu'il st tombé d'hommes devant Verdun et la manière ont ils sont tombés, plus on s'agenouillera devant grandeur du pays qui a enfanté de pareils héros, ais aussi plus on s'étonnera de l'impréparation. Henry Bérenger, rapport à la Commission sénato- ale de l'Armée.)

Et puis, on a eu les hécatombes du *communiqué*.

« Un monsieur voulait être DUC DES EPARGES, épose le général Verraux. On a fait marcher sur s Eparges le monsieur qui voulait être duc des Eparges, ET L'ON Y A PERDU 20.000 HOM- ES... »

Ça, on ne le mettait pas sur le communiqué :

« Nous n'avions aucun intérêt à mettre tout le onde au courant de ce qu'on faisait au Grand Quartier Général... » avoue le général Berthelot.

Et voilà comment un million et demi de Fran- ais sont morts...

Voilà comment il y a tant de deuils, tant de mu- ilés, tant de malades, tant de ruines — et deux ents milliards à payer.

Voilà pourquoi nous, socialistes restés fidèles à *Internationale*, malgré la tempête de fer, de feu t de calomnies, nous avions dix millions de fois aison de revendiquer en tous pays :

« — La Paix immédiate et sans annexions. »

La faute des généraux ? — Oui, mais a
faute du gouvernement bourgeois.

Qui donc a nommé les généraux ? — Le
nement de la Bourgeoisie.

Qui donc a abdiqué entre les mains des gén
— Le Gouvernement de la Bourgeoisie.

Qui donc a laissé écraser le pays sous la *D*
des Généraux ? — Le Gouvernement de la
geoisie...

A bas le Gouvernement de la Bourgeoisie
Vive la *Dictature des Travailleurs !*

« — Vous êtes le maître de la Guerre », a
à Joffre le Gouvernement de la Bourgeoisie (

Et nous, à la veille du jour où les urne
s'ouvrir, nous disons au *Souverain*, c'est-à-d
millions de travailleurs, paysans, ouvriers, i
uels, martyrs de la guerre et rescapés de la
de-Boucherie :

« — Vous êtes les maîtres du Gouvernem
main — si vous le voulez... »

CHAPITRE V

Les Ruines

Allemagne les brigands du fer, les matamores
ermanistes, les hobereaux réacteurs et brutaux,
ont voulu la guerre, vont savoir ce qu'elle coûte.
France, les hommes de la Revanche et ceux
a Réaction, les conquérants de colonies, les
arocains », les militaristes et les marchands de
ns, les coqueriqueurs et les perroquets de la
ce qui, eux aussi, ont voulu la guerre, doivent,
aussi, en savoir le prix.
Bourgeoisie à châteaux, à autos, à coffres-
et à larbins, qui gouverne la France, a sa-
la vie des paysans, des ouvriers, des artistes,
savants, des hommes du peuple utile, à ses intérêts
de classe riche et conquérante, à sa politique
evanche, de militarisme, de nationalisme et de
re.
st bien le moins qu'elle paye ! C'est bien le
s qu'on mobilise *l'argent* des riches après avoir
lisé *la vie* des travailleurs. C'est bien le moins
la Fortune — accaparée depuis des siècles par
stocratie, depuis des générations par la Bour-
ie — soit sacrifiée, dans les temps nouveaux,
politique de Paix et d'égalité parmi les hom-

Bourgeoisie de proie, il faut la faire reculer
ré ses tigres, ses ministres, ses députés, ses
aux, ses mouchards et ses prisons. Il faut la
cre malgré l'artillerie lourde de son argent.
vant le peuple assemblé, nous mettons cette
geoisie de malheur en présence de son œuvre,
nce du désastre.
Vous avez voulu « la Revanche » par la vio-
Et la guerre a tué autant de Français qu'il
d'habitants dans l'Alsace et la Lorraine !
Vous n'avez pas voulu racheter, au prix d'une
os colonies en surnombre, la terre et la liberté
'Alsace-Lorraine. Vous avez voulu tout avaler.
a guerre a coûté 353 *milliards* — sans compter
mense valeur des hommes, des tués, des mu-
et des malades. Certes, les quatorze cent cin-

quante mille hectares de l'Alsace-Lorraine nous r viennent ; mais ils nous reviennent aujourd'hui deux cent quarante quatre mille francs l'hectare !

— Vous avez voulu la guerre, et vous n'avez p su la faire. Vos généraux incapables nous ont fa massacrer.

— Vous aviez promis la guerre courte, la victoi en trois mois. Et la guerre a duré plus de quat ans ! Et vous l'avez encore prolongée en une guer incroyable contre la Russie « alliée » mais socialis Et vous avez gardé les soldats près d'un an de plu après la guerre, dans le carcan irritant et le désœ vrement affameur de votre militarisme coupeur cheveux et donc crétinisé !

Quant à votre « Victoire », c'est un monceau ruines...

Une vaste région désolée s'étend de Dunkerque Belfort, sur dix départements, sur quatre millio d'hectares.

C'est le pays des « *croix de bois* » et de la ter ravagée...

C'est le théâtre de la guerre — où la politique d Grands d'Europe a assassiné l'homme, le travail, maison et la forêt...

Et les réquisitions ! Et le pillage ! Et le gr pillage ! Tout cela des deux côtés... L'armée v sur le pays — comme les sauterelles. Maisons va dées... Meubles brisés pour faire du feu... Armoir ouvertes... Batteries de cuisine enlevées... Linge d paru... Tout le pauvre trésor des familles empori par la tempête.

On a chiffré toutes ces ruines.

« Rien que pour les dommages aux biens da les régions dévastées, on arrive au chiffre de 17 milliards », a dit à la Chambre M. Louis Dubois, d puté de Paris. Et il détaille ainsi :

« *Habitations et monuments publics y compr le mobilier meublant et le reste*, 34 *milliards* 5 *millions* ;

« *Agriculture, forêts, etc...*, 35 *milliards* ;

« *Industries agricoles, sucreries, distilleries, bra ries et meunerie*, 3 *milliards* ;

« *Houillères*, 4 *milliards* 500 *millions* ;

« *Mines et industries métallurgiques. petite métallurgie*, 13 *milliards* ;
« *Constructions mécaniques et électriques*, 4 *milliards* ;
« *Produits chimiques, teintures, blanchiment et apprêts*, 4 *milliards* 500 *millions* ;
« *Textiles (peignages, filatures et tissages)*, 22 milliards ;
« *Moyens de communication par fer, par eau, routes*, 9 *milliards* ;
« *Impôts et contributions de guerre*, 2 *milliards* 500 *millions*.
« *Total*, 134 *milliards*. »

Aux ruines sur terre s'ajoutent les ruines sous l'eau : deux milliards pour notre flotte marchande, coulée au fond des mers. C'est une grande pitié, aussi... En six mois, il est entré dans nos ports 13.800 navires *étrangers* et seulement 2.600 navires *français*. Nous n'avons plus de marine marchande. Et l'avide Anglais nous écorche avec son prêt.

En Amérique ou en Angleterre, le franc ne vaut plus que cinquante centimes et çà aussi c'est une ruine.

Et vos titres de rentes sur la Turquie, sur la Hongrie, sur la Bulgarie, sur la Russie, etc., où sont-ils ? dites, petits bourgeois stupides qui jappiez contre les socialistes et qui hurliez à la guerre avec le *Matin*. Eh bien, dansez maintenant devant votre buffet !

Pour savoir ce qu'a coûté la guerre, il faut additionner à l'immense prix des ruines :

1° 13 à 14 milliards pour les allocations militaires ;

2° Environ 60 milliards pour le capital des diverses pensions de guerre (veuves, mutilés, etc.) ;

3° 142 milliards de dépenses directes de guerre (au 31 décembre 1919) ;

Total : 353 *milliards* !

Et la France totale, fortune publique et fortunes privées, terre, mines, industries, etc., valait environ 300 milliards au moment où la guerre a éclaté ! Princes de la Finance, calculez le « bénéfice » national de la guerre !...

La Bourgeoisie ministérielle et parlementaire

comptait les *sous* avant 1914 pour les « réform ouvrières » et l'instruction populaire. Et elle d pense 353.000 MILLIONS au grand jeu de la R vanche !...

Avec la moitié à peine de ces 353 milliards, o aurait pu racheter, nationaliser, socialiser la ter des grands domaines, les mines de fer, les mines d houille, la haute métallurgie, les chutes d'eau, l'élec tricité, les chemins de fer et les navires marchand les assurances et la Banque de France, les indu tries du pétrole, des engrais, de l'alcool et du su cre, enfin tout ce qui est « mûr ».

Mais c'est encore sous les croix de bois qu'es la ruine la plus grande...

Capital matériel (travail mort) : 150 milliards. Capital moral : incommensurable.

Et le gouffre de la mobilisation — inutilemen prolongée après la guerre par une Bourgeoisie a rée tremblant devant le soldat bénin qui a docile ment rendu ses armes.

Travail perdu pendant la mobilisation (en moyen six millions d'hommes durant cinq années) :

90 milliards !...

Additionnons : 353 milliards + 150 milliard + 90 milliards, total : 593 MILLIARDS...

Ils ont mangé la France ! Ils l'ont mangée deu fois avec leur guerre...

Et vous croyez, messieurs, que nous allons paye les milliards sans vous inviter à passer les premiers chez le percepteur !...

Quand le mouton a été condamné par la Barbari capitaliste, à faire la chasse à l'homme, il est capa ble ensuite de faire la chasse aux loups.

CHAPITRE VI

La guerre qu'on paye

...Ah ! la guerre paye, menteurs... la guerre paye !... Mais d'abord il faut la payer. Voici son prix (pour l'Europe) :

Dépenses de guerre	1.000 *milliards.*
Valeur des hommes tués (12 millions de producteurs)	1.000 *milliards.*
Travail perdu (50 millions de producteurs mobilisés pendant cinq ans)	600 *milliards.*
Mutilés, ruines, destructions : au moins	400 *milliards.*
Total	3.000 *milliards.*

Trois mille milliards !

Huit ou dix fois la fortune totale de la France avant la guerre !

Mille trains d'or de cent wagons chacun avec dix mille kilos d'or dans chaque wagon !

Soixante fois la quantité d'or que les hommes ont tirée de la nature depuis le commencement de l'histoire !...

Avec ce trésor fabuleux, on aurait pu tuer la vieille Misère sur la terre entière, faire briller le « gay sçavoir », vaincre la Maladie peut-être, obliger la Bêtise à battre en retraite. On aurait pu, sous le soleil, organiser le plaisir de vivre..

Trois mille milliards !... On croit rêver... Mais non, tenez : il pleut des impôts sur nos têtes. Voilà la « guerre qui paye » ! Elle paye les fournisseurs, mais c'est la guerre qu'on paye. Qu'on paye cher... En voulez-vous encore ?

CHAPITRE VII

Les gros mangeurs

— En avant ! Jusqu'au bout !... Pour que les peuples aient le droit de disposer d'eux-mêmes...

Ainsi disaient les embusqués : journalistes, députés, sénateurs, ministres, président de la République, fournisseurs des armées, pêcheurs dans le sang, réactionnaires, bourgeois et pauvres gens affligés du crétinisme de guerre.

Au même moment, l'Angleterre annexait l'*Egypte* sous couleur de la défendre contre les Turcs...

Elle envahissait et prenait la *Palestine* et la *Mésopotamie* pour venger la Belgique violée !...

Et maintenant, il faut à l'Angleterre le « contrôle » de *Constantinople* et de l'*Asie-Mineure*.

« *Nos récentes acquisitions territoriales* nous en font presque un devoir, dit la *Morning Post*. En Egypte, nous avons ajouté la *Palestine* et la *Mésopotamie*. Pouvons-nous rester tranquilles, dans ces régions, si Constantinople est dans des mains étrangères et presque inévitablement ennemies ? Constantinople simplifiera nos difficultés en Egypte, en Mésopotamie, en Palestine et aux Indes : Constantinople est la clé de toute la position. »

A table ! A table ! les gros mangeurs, les mangeurs de gâteaux, les avaleurs de territoires !...

Aux Français, la *Syrie*. Aux Grecs, les *Iles de l'Archipel*. Et *Smyrne* aux Italiens. On coupe, on tranche, on dépèce les territoires et les peuples. Chacun sa part !

Mais à l'Angleterre la part du lion et celles du tigre, de l'ours, du loup, de l'hyène et du chacal.

Le 9 août 1919, par le *traité de Téhéran*, le voracé capitalisme anglais a posé ses griffes sur la *Perse*. On n'est bien servi que par soi-même !

L'Angleterre fournira des officiers et des munitions à l'armée persane, et ainsi on fera revivre le militarisme qu'on voulait tuer :

— En avant ! Jusqu'au bout ! Pour ruiner le militarisme... (*prussien*) !

Des Anglais seront installés dans toutes les administrations persanes. L'Angleterre aura le « con

trôle » des douanes et des finances du pays, le monopole de la construction des chemins de fer, etc. L'Angleterre « disposera » de la Perse...

Des baïonnettes anglaises (ô désarmement !) rôdaient par là. Et le traité de Téhéran a été imposé par la force, ô Société des Nations pour laquelle les amateurs de « grande politique » voulaient faire exterminer... les autres jusqu'au dernier homme...

Et pendant que les gros mangeurs de Londres, attablés, affamés, les dents longues, se servaient, avalaient déjà de gros morceaux, les menteurs et les pauvres d'esprit nous célébraient la noble beauté de l'Angleterre vierge qui n'était entrée dans la guerre que pour venir au secours de la Belgique martyre...

Avec le « protectorat » de la Perse, l'annexion réalisée de la Palestine et de la Mésopotamie, le « contrôle » espéré de l'Asie-Mineure, les capitalistes anglais avalent assez de territoires pour porter jusqu'à la Caspienne, jusqu'à la mer Noire, jusqu'à la Méditerranée, les frontières de cette *Inde* splendide et infortunée, que les crocodiles britanniques ont saignée à blanc.

C'est un *Nouvel Empire d'Orient* que se constitue l'Angleterre au nom de la Société des Nations et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ! Nous-a-t-on assez menti !

Les alligators de France laissent faire, ils ont reçu la *Syrie* comme pourboire...

Avec le « contrôle » rêvé sur Constantinople, le crocodile anglais pousse son empire d'Orient jusqu'en Europe.

Avec l'Egypte annexée, réquisitionnée, rançonnée, exploitée et les Egyptiens fustigés, arrêtés, emprisonnés, condamnés, terrorisés, reçus à coups de mitrailleuses — toujours au nom de la Société des Nations et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ! — le crocodile anglais relie son empire d'Asie à son *empire* d'Afrique.

Or, l'*empire* colonial des *avale-toujours* d'Angleterre, s'étendait déjà, avant la guerre, avant leurs petits bénéfices de guerre sur 30 *millions de kilomètres carrés*, près de soixante fois la France et sur 350 *millions d'habitants* répartis sur la terre entière.

Et douze millions d'hommes sont morts pour tuer l'*impérialisme* !...

CHAPITRE VIII

Le massacre des abeilles

Mercantis... Mercantis... C'est bientôt dit ! Tout le monde tombe sur le mercanti. Haro sur le commerçant ! Ce pelé, ce galeux d'où nous vient tout le mal.

Sur le petit, bien entendu. Pas sur le gros.

Le gros est chez Vilgrain, au « Ravi », ou chez Loucheur, près du soleil, loin de la foule. Qui donc le connaît ? On le laisse tranquille. Il emplit ses coffres. Et le gouvernement le décore.

Le petit est à son comptoir, à son étal, à son travail près de la foule. Le niais qui lit le *Matin*, l'ignorant qui lit le *Petit Parisien* ou le *Petit Journal*, le noir fanatique qui lit l'*Echo de Paris*, ne connaissent que lui. Qui donc ignore l'épicier du coin ou celui du village ? Alors on tombe dessus, sur le petit. C'est naturel. C'est courageux. C'est humain. Ça c'est toujours fait. C'est conforme aux secrets desseins de la Providence réactionnaire qui nous gouverne.

Admirez ce qui se passe. On ne parle plus de la guerre, ni de ses morts, ni de ses mutilés, ni de ses ruines. On ne parle plus que des mercantis, parce que la vie est chère. (Elle ne valait pas cher à l'offensive du 16 avril...)

Il n'est plus question de l'abîme de dettes (deux cents milliards) que la guerre a creusé sous nos pas, ni des quarante milliards de « chiffons de papier » qu'elle a lancés chez nous et qui ont fait monter le prix des choses. Il n'est question que des mercantis. Oui, oui, haro sur le commerçant ! Et sur le paysan !

Mais voici la vérité.

On a manqué et on manquera de pain — parce que *la guerre* a pris et tué les semeurs de blé.

On a manqué, on manque et on manquera de viande, et elle est chère, parce que *la guerre*, sans compter, les yeux fermés a dévoré notre bétail.

On a manqué et l'on manque encore de vin et il est cher, parce que *la guerre* a accaparé et usé les wagons qui l'auraient transporté.

On a manqué, on manque et on manquera de sucre, et il sera cher, parce que *la guerre* a ravagé les terres betteravières et démoli nos sucreries.

On a manqué, on manque et on manquera de charbon parce que *la guerre* a détruit nos mines du Nord, parce que *la guerre* a coulé les bateaux qui l'auraient amené d'Angleterre ou d'Amérique.

On manque de coton, de laine, de lin, de matières premières ; de trains, de navires, parce que *la guerre* a détruit le travail où des générations d'hommes avaient mis tant de peine...

On manque de beaucoup de choses, parce que *la guerre* a empêché les travailleurs de travailler ; parce que *la guerre* a occupé à tuer, pendant quatre ans, soixante millions d'hommes qui ne produisaient plus rien, ni pain, ni sucre, ni acier ; parce que *la guerre* a détourné du travail des milliers de travailleurs qui sont venus se joindre aux parasites dans la « vague de paresse ».

On souffre de privations parce que *la guerre* a fait mourir en Europe dix ou douze millions de producteurs et, en France, un million de paysans.

Par quel miracle aurions-nous du miel dans la République des frelons, après le massacre des abeilles ?

Le miel est rare, donc le miel est cher. La rareté fait la cherté : c'est l'histoire du diamant.

Or, c'est *la guerre* qui a fait la rareté des produits. C'est donc *la guerre* qui a fait la cherté de la vie.

C'est *la guerre* qui est la seule responsable de toutes nos misères d'aujourd'hui.

Comprenez-vous pourquoi les auteurs de *la guerre* et ses prolongeurs essayent par *tous pays* de faire diversion et de détourner sur d'autres qu'eux-mêmes la vague irritée des mécontentements ?

Certes, au milieu du désordre et de l'anarchie capitaliste, où l'argent va à l'argent et non pas au travail, dans le Sauve-qui-Peut d'une société individualiste où l'on s'écrase les uns les autres, s'il y a des commerçants honnêtes, il y a, en effet, des mercantis malhonnêtes qui ont « profité » de la rareté causée par la guerre comme les barons du

Comité des Forges ont « profité » des commandes de l'armée, comme la Banque de France a « profité » de la guerre pour faire renouveler dans l'obscurité, son privilège exorbitant, comme les Vilgrain en ont « profité » pour devenir les rois du blé... etc... etc...

Mais voyez l'hypocrisie de la presse bourgeoise. Elle a découvert le mercanti. Elle l'aurait inventé. Elle tombe dessus à plumes raccourcies (ça apprendra, du reste, aux petits commerçants à lire le *Petit Parisien*, à déblatérer contre les socialistes et à voter pour les réactionnaires !)

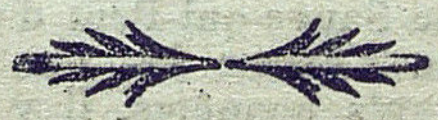
Mais pas un mot sur les grands fournisseurs ! Rien sur les deux milliards de profiteurs de la Mer. Silence sur les 70 millions que la maison Hotschkiss-Loucheur doit à la France. Silence sur les scandales des marchés de la guerre qui ont dévoré les milliards de tous au profit de quelques-uns. Silence doré sans doute...

Ça se passe comme dans les *Animaux malades de la peste*. « Du tigre, ni de l'ours, ni des autres puissances », les journaux de l'Argent n'osent approfondir les moins pardonnables offenses et les moins pardonnables profits.

Pourquoi ? Parce que tous ces gens-là font partie du même monde de parasites qui disent aux autres : « Vous travaillerez pour nous. Nous gouvernerons pour vous... »

Ce sont les gros frelons dorés qui, au soleil des étés, tuent les abeilles pour manger leur miel...

Bonnes abeilles qui, par millions, puisez le miel de la vie au calice des fleurs, vous êtes le Travail, vous êtes le Nombre, vous avez le dard qui pique. Vous aurez la Force quand vous voudrez, quand vous serez unies contre les voleurs de miel... Ne saurez-vous pas enfin vous servir de cette force pour remplacer la République des frelons par la République des abeilles ?



CHAPITRE IX

L'aboutissement d'une Politique

Mr Maurice Colrat est un ancien secrétaire de Me Raymond Poincaré, avocat à la Cour de Paris, député, ministre, puis sénateur, président du Conseil et enfin président de la République. .

M. Maurice Colrat est aussi directeur de l'*Opinion*, revue hebdomadaire.

Et voici ce qu'on pouvait lire dans l'éditorial de l'*Opinion*, le 14 décembre 1918, au moment du grand voyage présidentiel et parlementaire en Alsace-Lorraine.

« ...*Car Metz et Strasbourg retrouvée, ce n'est pas seulement l'œuvre magnifique de nos soldats.. C'EST L'ABOUTISSEMENT D'UNE POLITIQUE. Et cette politique n'a pas toujours été très facile à faire, avant et pendant la guerre.*

« *D'abord parce qu'elle devait se frayer un chemin à travers les mille difficultés suscitées par les rivalités de partis.*

« *Ensuite parce qu'elle se heurtait souvent, dans l'ombre, aux obstacles accumulés par une autre politique, sournoisement poursuivie*

« *Cependant M. RAYMOND POINCARE L'A FAITE avec une adroite persévérance qui sacrifiait, quand il le fallait, l'accessoire au principal, les moyens au but, les hommes à l'œuvre*

« *La victoire est venue. ELLE RECOMPENSE TOUS LES EFFORTS. Les acclamations des deux chères provinces ont déjà payé de ses peines le président de la République française. POUR QUI A REALISE SON REVE, le reste ne compte pas Mais l'histoire va venir. Elle redressera bien des jugements. ELLE ECLAIRERA BIEN DES MYSTERES. Elle mettra chacun à sa véritable place et, si nous ne nous abusons, M. Poincare à la première... pour l'admirable CONTINUITE DE SES ACTES.* »

Quelques remarques sur ce texte énorme.

1° « La victoire permet d'imprimer aujourd'hui ce

que la Censure interdit depuis quatre ans et demi », écrit fort justement, à ce sujet, M. Charles-Henry Hirsch, dans le *Mercure de France* du 1er février 1919. Et il ajoute :

« On revendique pour M. Poincaré une responsabilité que, sous prétexte d'union sacrée, on ne pouvait déclarer il y a quelques mois. »

2° « La victoire n'empêche — pour citer encore M. Charles-Henry Hirsch et le *Mercure de France* — qu'il n'y ait ce charnier où un million et demi de Français ont été jetés, qui étaient la jeunesse mâle du pays. »

3° Lors donc qu'on nous répète, comme on le fait depuis près de cinq ans, tous les jours, dans la presse et les discours officiels, que seuls, absolument seuls, les « barbares » Allemands ont voulu et préparé la guerre, on dit un mensonge, puisque l'*Opinion* de Maurice Colrat, ancien secrétaire et ami de M. Poincaré, affirme que la reprise de l'Alsace-Lorraine par le fer, par le feu et par le sang est « l'aboutissement d'une politique ».

4° La « politique » de guerre a donc été pratiquée par des sauvages bourgeois, capitalistes, aristos, royaux ou impériaux, de tous les pays belligérants.

Ils n'auraient pas fait assassiner Jaurès s'il n'y avait pas eu en France des hommes qui voulaient la guerre !...

5° Et « l'aboutissement » de cette « politique » franco-internationale, c'est :

— Dix ou douze millions de morts !...

— Des millions de mutilés et de malades !...

— Cinq cents millions d'années de travail perdues...

— Des millions de veuves et d'orphelins.

— Mille milliards de dépenses stupides (alors qu'il n'y a que 50 milliards d'or dans le monde et que toutes les guerres du XIXe siècle n'ont coûté, à elles toutes, que 130 milliards).

— Les ruines et les souffrances des pays envahis.

— La misère.

— La faim.

— Le chômage.

— La guerre civile...

— Mais heureusement la Révolution en marche.

LIVRE II.

L'ENNEMI HÉRÉDITAIRE

Soumettre les Maîtres de la France

CHAPITRE I

La Dictature de la Bourgeoisie

« *Silence aux pauvres !* »

Le Bourgeois d'aujourd'hui digère sa révolution de 1789, — faite par lui, faite pour lui.

La Révolution a donné *le pouvoir* à la Bourgeoisie, la liberté des affaires, les milliards de l'Eglise et de la noblesse émigrée, les *Biens nationaux*, qu'elle a râflés à bas prix.

Tout au long du dix-neuvième siècle, la Bourgeoisie a exploité le paysan sur ses terres nouvelles ; l'ouvrier, la femme et l'enfant dans ses usines. Elle a pu accumuler ainsi des fortunes énormes. Elle les digère.

Ne lui parlez pas d'un supplément de Révolution, même en douceur, nécessaire pour appeler les travailleurs à la propriété et les parasites au travail. Ce serait la fin du monde ! — du monde bourgeois.

Aussi la Bourgeoisie profiteuse fait-elle la guerre au socialisme russe triomphant, qui menace ses privilèges.

Elle se garde bien d'avouer son égoïsme féroce. Elle fait du sentiment. Ce pauvre tsar ! Les profiteurs de 93 accusent les Bolcheviks de toutes les violences.

Violence ? Dictature ? Non, mais... la Bourgeoisie française ne s'est pas regardée... au miroir de l'Histoire !

Depuis 130 ans, dans ce pays, elle exerce la dictature.

La dictature de l'Argent.

La dictature de la Violence.

Dès le mois de juillet 1791, la bourgeoisie parvenue tire sur le peuple.

Vous vous souvenez des *Massacres du Champ de Mars* ? Vous revoyez Bailly, maire bourgeois de Paris, et La Fayette, commandant aristocrate de la garde nationale bourgeoise ? Ils ont fait, au dire de Robespierre, tout un « carnage de citoyens paisibles », parce que ces citoyens, un dimanche de manifestation, exigeaient la déchéance de Louis XVI et demandaient la République ?

Tache de sang historique que nos bourgeois n'ont pas effacée, mais ont oubliée.

Le massacre du Champ de Mars, écrit M. Aulard, professeur à la Sorbonne, « est un *coup d'Etat de la bourgeoisie contre le peuple*. C'est un acte de guerre civile et, en effet, la guerre des classes commence. »

Les Bolcheviks ? Eh bien, et la *Convention* (bourgeoise) ? Elle prend naissance dans la *révolution du* 10 *août* 1792 qui fit de 2.000 à 5.000 morts dans une véritable bataille rangée autour des Tuileries.

Trois semaines après commençaient les affreux *Massacres de septembre* ! Mille à quinze cents victimes... Et ce n'est pas un socialiste, c'est un écrivain de la bourgeoisie, c'est Taine qui écrit qu'aux jours de Septembre (1792), on est descendu au-dessous de l'homme, dans les basses couches du règne animal, au-dessous du loup... »

Et qui a donc profité de ces violences ? Le bourgeois.

Le tsar rouge est mort ? — Louis XVI aussi Pour le tsar, on ne sait guère comment. Pour Louis XVI, on sait bien que ce fut sous le couteau de la guillotine !! Brr ! Et le petit Deschanel — un digérant — qui distribue grandiloquemment l'éloge à sa Convention et le blâme à la Révolution russe...

Les révolutionnaires russes ne sont pas d'accord ? Nos Bourgeois ont-ils donc oublié les terribles rivalités de leurs Girondins et de leurs Montagnards ?

Ont-ils perdu de vue la guerre civile fomentée dans les provinces par les Girondins alliés aux royalistes, les « enragés » et les « indulgents » se poussant les uns après les autres sur l'échafaud !

A mort les Hébertistes !

A mort les Dantonistes !

A mort les Robespierristes !

En cinquante jours, 1.400 têtes coupées à Paris !

Douze mille victimes en France sous la *Terreur* !

La Révolution, comme Saturne, dévorait ses enfants !

Oui, ils ont oublié toutes ces misères, les Bourgeois qui digèrent les richesses que ces violences révolutionnaires ont values à leurs grands-pères !

Et puis, Robespierre tombé, lui, qui fut le grand homme d'Etat de la Révolution, il y eut l'horrible *réaction thermidorienne*.

A Paris, la *Jeunesse dorée* donnait la chasse aux Jacobins et les assommait avec des gourdins qu'elle appelait « pouvoir exécutif » !

En province, des bandes de brigands royalistes, les *Chauffeurs*, les *Compagnons de Jéhu*, les *Compagnons du Soleil* égorgeaient les républicains et terrorisaient les départements. Pour se venger des massacres de Septembre, les royalistes les recommençaient dans le Midi, plus horribles encore, avec des raffinements de cruauté.

C'est de l'histoire ! Et les descendants de tous ces gens-là, qu'ils soient bleus ou blancs ou tricolores, n'ont ni le droit de parler, ni le droit de faire la guerre aux Bolcheviks ! Surtout avec le sang et l'argent du peuple.

Le bon Babeuf voulait l'égalité dans le travail et dans les biens :

« Il y a oppression, disait-il, quand l'un s'épuise par le travail et manque de tout, tandis que l'autre vit dans l'abondance sans rien faire. »

Politique abominable ! A mort le Bolchevik ! Et le bon Babeuf fut *guillotiné* en 1797 par les *Bourgeois* du Directoire. Taisez-vous donc, bourgeois de 1919 !

Et vous aussi, Camelots du Roy. Vous avez du sang sur la conscience. Rappelez-vous la *Terreur blanche.*

1815. — L'Empire s'écroule. Ayant tiré l'épée, il périt par l'épée. Le roi et sa clique reviennent en France, altérés de vengeance. Fouché, le caméléon, dresse une liste de victimes où il « n'oublie aucun de... ses amis » !

— « Il y a un peu trop d'innocents », dit Talleyrand, autre caméléon.

Fusillés le colonel Labédoyère, le maréchal Ney et d'autres officiers de l'Empire. Assassinés le général Brune à Avignon, le général Lagarde à Nîmes, le général Ramel à Toulouse. Assassinés aussi les gardes nationaux dans le pays des Chouans !

« Des fers, des bourreaux, des supplices » : voilà ce qu'il fallait aux royalistes (et aujourd'hui ?). Ils eurent des assassins.

A Marseille la populace royaliste pille les armureries et massacre les malheureux *mamelouks* dépaysés que Bonaparte avait ramenés d'Egypte.

A Nimes, royalistes et catholiques égorgent bonapartistes et protestants. Des dévotes nîmoises s'arment de pointes de fer en fleur de lys (la fleur du Roy) et en frappent — ô Pichon, gémissant sur un Tsar ! — les protestantes jusqu'au sang

Meurtres, vols, pillages, bandes de brigands, chasse à l'homme, cours prévôtales présidées par un colonel, jugeant sur l'heure et sans appel ni recours en grâce — c'est la *Terreur blanche*, long crime demeuré impuni.

1830. — Nouvelle révolution bourgeoise. A Paris, dix mille insurgés debout !

Quand vous passez par la place de la Bastille, n'oubliez pas qu'il y a sous la colonne de Juillet, qui s'y dresse, les os blanchis des cinq cents morts des « *Trois Glorieuses* ».

Les « Trois Glorieuses » ! La bourgeoisie appelle ainsi les trois journées des 27, 28 et 29 juillet 1830, parce qu'elles ont renversé le roi des émigrés et porté sur le trône le *roi des Bourgeois !*

Si trois journées pareilles installaient aujourd'hui le Travail au Gouvernement, nos bourgeois les nommeraient les « trois odieuses ».

Tout ce qui favorise la propriété du bourgeois est « glorieux ». Tout ce qui favorise l'avènement du travailleur à la propriété et à la liberté est « odieux ».

La naissance de la seconde République (février 1848), n'a coûté que 400 morts. Mais la Bourgeoisie violente s'est rattrapée pendant les *Journées de Juin* : 3.600 morts !

On sait les choses : les « ateliers nationaux » sabotés exprès, puis fermés, le dur chômage, les processions ouvrières, sans armes, à travers Paris, répétant la triste mélopée : « Du pain ou du plomb ! Du plomb ou du travail ! » C'est l'armée de la faim. La guerre sociale éclate car la Bourgeoisie prend peur. Elle appelle l'armée à son secours : 40.000 hommes. Elle donne la DICTATURE (pleins pouvoirs) à son général Cavaignac, ministre de la Guerre. Elle suspend les libertés, comme en 1919, après la guerre ; elle proclame l'*état de siège* (règne du militaire et de la force brutale, sans lois ni garanties). Une fois de plus, elle tire sur le peuple. Elle fusille jusqu'à des vieillards, des enfants, des prisonniers. Des blessés sont arrachés de leur lit et achevés à coups de sabre !

A coups de *canons*, le Bourgeois tire sur l'Ouvrier !

Répression atroce : Ça leur apprendra à être pauvres et à avoir faim, à ces « Rouges » ! 12.000 personnes arrêtées, maltraitées, entassées jusqu'à l'étouffement ; 6.000 relâchées, 3.000 déportées en Algérie ou condamnées aux travaux forcés par des conseils *de guerre* (!) ou des commissions militaires.

La guerre sociale finie, le sinistre Cavaignac lance une proclamation d'un cynisme très bourgeois :

« Soldats, dit-il, la cause sacrée de la République a triomphé ! » (*La Bourgeoisie a toujours confondu la République avec ses privilèges*). « Au nom de la Patrie » (*la Patrie, c'est la Bourgeoisie*), au nom de la Patrie, soyez bénis (!) pour ce triomphe nécessaire ».

Mais Lamennais tire de son cœur le cri célèbre :

— Silence aux pauvres !

Silence aux pauvres ! C'est le cri de la Bourgeoisie bonapartiste au coup d'Etat du 2 décembre (1851).

A Paris, on tue ? cinq cents morts !

En province, une répression impitoyable : trente-deux départements en état de siège, les républicains justiciables des conseils de guerre. On organise des battues. On arrête en masse (100.000 personnes !) Il y a tant de prisonniers qu'on ne sait pas où les loger. Partout des espions. « La moitié de la France dénonce l'autre », dit George Sand. Les « suspects » sont jugés en secret, sans témoins ni défenseur, par les fameuses « commissions mixtes » (un préfet, un général et un juge). Quinze mille condamnés. Dix mille déportés à Cayenne ou à Lambessa. Trois mille emprisonnés.

Enfoncés, les Bolcheviks !

Silence aux pauvres ! C'est le cri de la Bourgeoisie industrielle et gouvernante aux ouvriers en grève, sous l'Empire comme sous la troisième République : à Aubin et à la Ricamarie (24 mineurs tués par Badinguet), à Fourmies (fusillades du 1er mai 1891), à La Martinique, à Draveil et à Villeneuve-Saint-Georges, dans le bassin de la Sarre (en octobre 1919).

Silence aux pauvres ! C'est le cri de la Bourgeoisie Versaillaise quand elle égorge la *Commune* de Paris.

TRENTE A QUARANTE MILLE MORTS !

Jamais plus horrible violence ne déshonora l'humanité si ce n'est la guerre inexpiable dont l'Europe sort meurtrie !

Et ce sont les descendants des Versaillais qui osent aujourd'hui parler de « Violence » !

Mais la violence, et la pire, elle est en eux, dans leur gouvernement, dans leurs richesses, dans leurs journaux, dans leurs calomnies, dans leurs tribunaux, dans leurs prisons, dans leurs bagnes d'Afrique, dans la vie injuste et souvent cruelle qu'ils imposent à des millions de travailleurs de la terre, de la mer, de la mine, de l'usine et des arts.

Silence aux violents ; Silence aux « barbares » ! Silence aux bourreaux des peuples dans tous les pays !

La parole est « aux pauvres » qui ont tant souffert, au Socialisme qui tuera la violence, la guerre et la misère, en arrachant leurs *privilèges* aux parasites et leurs armes aux sauvages.

CHAPITRE II

La Fortune en France

Avant la guerre, on évaluait à 300 milliards environ la fortune totale de la France.

Le quart de cette fortune (175 milliards) était accaparé par une quarantaine de milles privilégiés.

Il y a une quinzaine d'années :

61	*possédaient chacun*	86	*millions (en moyenne)*
270	—	20	—
768	—	8	—
3.688	—	4	—
10.327	—	2	—
23.000	—	1	—

En face de ces 38.000 *millionnaires*, il y avait :

7 *millions et demi de sans-le-sous ;*

4 *millions et demi de riches de* 1 *à* 500 *francs (des mylords, quoi !)*

4 *millions de capitalistes à* 500 *ou* 2.000 *fr. ; et*

4 *millions de pauvres bougres à* 2.000 *ou* 10.000 *fr.*

Et voilà l'égalité qui règne en France ! Voilà où sont les « partageux » ! Voilà l'injustice qui accumule la richesse entre les mains d'un petit nombre de privilégiés et la pauvreté dans la foule des travailleurs : paysans, ouvriers, artisans, artistes, etc.

Avant la Révolution de 89, 25.000 familles nobles possédaient environ *un cinquième* de la France.

Qu'y a-t-il de changé ?

C'est toujours le monde renversé, la maison à l'envers : les Travailleurs sont pauvres et les Parasites sont riches.

◇◇

En 1910, d'après la statistique des Finances sur l'« annuité successorale », il y a eu :

10 *successions* (déclarées) *de* 10 *à* 50 *millions ;*
29, *de* 5 *à* 10 *millions ;*
142, *de* 2 *à* 5 *millions ;*
383, *de* 1 *à* 2 *millions ;*
785, *de* 500.000 *francs à* 1 *million.*

Comptons la moitié de millionnaires parmi les 785 successions de 500.000 francs à un million. Cela faisait, en tout, 957, autant dire 1.000 millionnaires

Multiplions par 35 (durée moyenne d'une génération) et voilà 35.000 MILLIONNAIRES en France.

Quelques économistes multiplient par 40. Ce serait alors 40.000 millionnaires.

Or, les déclarations de successions sont toujours inférieures à la réalité. Ainsi, en 1905, quand mourut le baron Alphonse de Rothschild, il ne laissait derrière lui, d'après ses héritiers, que 250 millions. Mais des gens bien informés disaient 963 millions, soit un milliard.

Si donc l'on compte qu'il y avait en France, à la veille de la guerre, environ 50.000 millionnaires, il est probable qu'on se tient fort près de la vérité.

La guerre, malheur des uns, a fait le « bonheur » des autres. Elle a ruiné celui-ci et enrichi celui-là. Elle a pris l'argent dans la poche de Pierre pour le mettre dans le coffre-fort de Paul. Elle a fabriqué une quantité énorme de chiffons de papier-monnaie. Elle a déplacé la richesse.

Combien a-t-elle fait de millionnaires ? Combien parmi les fournisseurs des armées ? Combien parmi les marchands de canons, d'avions, de munitions, d'autos ? Combien parmi les spéculateurs sur produits industriels et denrées alimentaires ? Combien parmi les armateurs qui ont gagné *deux milliards* pendant la guerre ? Combien parmi les mercantis du front, du cuir et de la buvaille ?

Il nous faut une statistique des fortunes en France après la guerre. Pas de politique ni de bonnes lois possibles sans cet instrument de travail social !

Car il y a deux choses également indispensables à la République sociale :

1° Créer une masse croissante de richesses — en obligeant tout le monde à travailler ; en tirant de la terre, de la mine, de l'usine et des transports le maximum de production par le travail, par la machine et par la science ;

2° Savoir où passe la richesse ainsi créée par le travail *collectif* (du paysan, de l'ouvrier, de l'ingénieur, du savant et de l'artiste), afin qu'on puisse édifier une société juste où cette richesse demeure la propriété de la ruche qui l'a faite au lieu d'aller se perdre aux mains privilégiées de parasites qui n'ont pas travaillé...

CHAPITRE III

Le "partage" et les "partageux

Pour la terre.

On a souffert de la Faim pendant les dernières années de la guerre.

— Manger ! Manger ! Manger ! Après la paix, voilà le grand mot d'ordre pour des millions de braves gens que le malheur des temps a privés.

Manger ! Ça vous choque ? pompier d'Académie à qui rien ne manque, faiseur de phrases glorieuses pour discours surpatriotiques ! Ça vous choque ? esthètes qui seriez moins parasites à cultiver la pomme de terre !

Manger ! Voilà qui est moins « distingué », à coup sûr, que la littérature de M. Deschanel ! Moins « noble » que les romans de chevalerie qui ont desséché la cervelle de ce pauvre jusqu'auboutiste de Don Quichotte.

Mais « manger ! manger ! », c'est le cri des peuples survivants, au sortir de la guerre...

Qui donne à manger ?

— La terre et le paysan.

Renvoyer enfin à ses champs le paysan mobilisé depuis des années, n'est pas suffisant.

IL FAUT LUI ATTRIBUER LA TERRE.

Car le paysan de France ne possède pas la terre.

Il la possède seulement dans les discours officiels et les articles de journaux.

Le paysan-propriétaire, voilà la légende, sauf en quelques contrées du Jura, des Alpes et du Midi.

Ailleurs, le paysan est métayer, fermier, domestique de ferme ou journalier, mais il n'est pas du tout « propriétaire ».

Pourtant, la légende est si bien ancrée que vous n'enlèverez pas de la tête d'un radical que le paysan français n'est pas en masse propriétaire de la terre de France.

Le radical et le perroquet officiel n'ont pas vu les châteaux de la Loire, du Bourbonnais, du Nivernais, du Berry, de la Bourgogne, de la Normandie,

où sont les châtelains propriétaires de la terre, avec des *serfs* pour la leur travailler.

Ah ! ne dérangez pas les erreurs intéressées de nos perroquets officiels. Le Bourgeois a besoin de croire que le cultivateur est propriétaire pour se sentir en sécurité et pour nier le problème social contre les socialistes.

Allez donc voir en Brie, en Beauce, dans les départements à grandes cultures, dans l'Oise, dans l'Aisne, dans la Somme, dans le Pas-de-Calais, dans le Nord. Je vous donne un merle blanc si vous y voyez les fameux « paysans-propriétaires ! »

Vous y verrez des armées de domestiques, de salariés mal menés, mal couchés et encore mal payés, travaillant comme des ouvriers d'usines, sous la coupe de grands fermiers millionnaires qui sont de véritables industriels.

Dans ces pays, le propriétaire-cultivateur n'existe pas. Ce qui existe, c'est tout un pauvre prolétariat de bêtes de somme, qui fait honte à la France « du Droit » et à la *République des... Bourgeois propriétaires*.

Veut-on des chiffres ?

Il y a environ 50 millions d'hectares cultivables dans notre pays et 3 millions et demi de petits propriétaires.

A ces 3 millions et demi de petits propriétaires :

Les 2.200.000 « exploitations » de 0 à 1 hectare !

Et les 1.800.000 « exploitations » de 1 à 5 hectares.

Pour leur faire bonne mesure, ajoutez-y même les 788.000 petites fermes de 5 à 10 hectares.

Au total, nos petits propriétaires cultivateurs possèdent 12 MILLIONS ET DEMI D'HECTARES — un quart de la terre.

Un *quart de la terre*, ce n'est pas la terre entière ! Et ils sont trois millions et demi !...

En revanche, moins de 140.000 grandes exploitations, appartenant à l'aristocratie des grands propriétaires, accaparent 22 MILLIONS ET DEMI D'HECTARES, la MOITIE DE LA FRANCE !...

La voilà la terre au paysan !

Ce sont les 53.000 domaines de 40 à 50 hectares ;

Les 52.000 domaines de 50 à 100 hectares ;

Les 23.000 domaines de 100 à 200 hectares ;
Les 6.000 domaines de 200 à 300 hectares,
Et les 4.280 domaines qui dépassent chacun 300 ectares.

Des domaines de 300 hectares ! Voilà comment terre de France est « morcelée » ! Voilà de quelle çon elle appartient au paysan qui la cultive !

Est-ce que ce mensonge-là va vivre encore long mps ?

C'est pour qu'il meure que nous l'étalons à côté e tous les grands mensonges sur lesquels les clas- s satisfaites, mais non satisfaisantes, perpétuent ur parasitisme et leur domination.

Le paysan a sauvé la France par le fusil et par la harrue. Où est sa récompense ?

Ou bien la République sera d'une ingratitude dieuse, ou bien elle lui donnera la terre des châ- elains.

Entendons-nous. Ces 22 millions et demi d'hec- ares de la grande, grande propriété appartiennent à n petit nombre de privilégiés, seigneurs de la ter- e qui ne la cultivent point.

Exproprions-les pour cause d'utilité publique.

Réquisition ! Réquisition ! au nom de la Nation, pour que chacun puisse obtenir en abondance du pain, du beafteack, des fruits et des roses.

Ces 22 millions et demi d'hectares valaient 40 MILLIARDS ? Ils en valent 80 ? Trouvons l'in- demnité qu'il faut. Payons-la en trente ans. On a bien donné des centaines de milliards à la guerre ! Ces 80 milliards, pour racheter la terre, on aurait pu aisément les économiser sur l'effroyable gaspil- lage par quoi le Militarisme non prussien nous ruine depuis cinq ans.

Indemnisons. Amortissons. Les socialistes ne sont pas des voleurs.

De cette *terre nationale*, faisons des petits domai- nes cultivables par une famille, ou par deux fa- milles, ou par une association coopérative, moyen- nant un fermage raisonnable.

Chaque cultivateur, sur chaque domaine, sera là comme chez lui, et non point en salarié, en serf, en paria.

La terre produira bien davantage. Et voilà, surplus, le problème social résolu pour tous les boureurs.

Au lieu de repousser l'homme vers la ville m telle, la terre, au contraire, attirera de nouv parmi la verdure les bras exilés parmi les pierr

La source vive de la France — et du monde est dans les campagnes.

Tarir cette source pour une fausse industrie rait une politique d'imbéciles.

La terre avant tout ! Surtout en France, pay blé, pays à vins, pays à viandes fines, terre riche nourricière.

Ce n'est point l'industrie qui nous tirera d'aff et nous « relèvera ». Trop de concurrences en gleterre, en Amérique, en Allemagne, dans les p neufs... Chacun son métier, d'ailleurs !

C'est la terre de France qui refera la Fran ramènera l'or et l'abondance.

Ne nous laissons pas gouverner par les ind triels, ni par les financiers.

Ils ne connaissent de la terre que leurs gran chasses stériles et les immenses domaines que mauvais Français ont l'audace de laisser incul dans les environs de Paris. Réquisition. Expropri tion !

Il faut résoudre le *problème agraire*. C'est l'in rêt du pays, la bonne table pour tous, et la riche nationale par-dessus le marché.

En même temps, disparaîtront de notre Bourbo nais, de notre Limousin, de nos Irlandes françaises ce parasite : le *fermier général*, et cette injustice *l'impôt colonique*.

Il n'y a aucune politique qui puisse tenir e France, si on ne rend pas la campagne habitab aux bons laboureurs qui travaillent la terre.

Quelle trahison si le million de paysans qui so morts dans l'horrible guerre étaient morts po rien !

Quelle trahison si les survivants ont la doulo de voir longtemps encore la vieille injustice in tallée dans nos campagnes : la terre toujours ceux qui ne la cultivent pas, et toujours refusée ceux qui la travaillent !...

Le paysan a sauvé la France. A lui la terre de France.

CHAPITRE IV

Pourquoi en jouissez-vous ?

*Lettre ouverte à un Carnot qui m'avait envoyé du papier timbré. Au parti des Carnot, des Barthou, des Aujame (en Allier). Aux châtelains réactionnaires, afficheurs et batailleurs de l'*Alliance Républicaine Démocratique.

...Et votre Confédération Générale Agricole (C.G.A.), qu'est-ce donc autre chose qu'un arsenal de combat contre le paysan *sans terre* ?

La terre est à vous. La bonne moitié des terres de France !...

— « Pas de parti agraire ! » criez-vous dans *Le Paysan de France*, votre journal qui devrait s'appeler *Le Châtelain de France* ou bien *L'Echo des Châteaux*.

Nous sommes, nous, le « parti agraire ». Nous voulons que la terre soit à la fois à la Nation et à celui qui la travaille. Nous voulons accroître les richesses de la terre et embellir la vie du cultivateur.

Et l'idéal des grands propriétaires, absentéistes ou non, est d'avoir toujours de bons serfs résignés pour cultiver leurs terres.

Ce n'est pas juste. Pourquoi le travail aux uns et la richesse aux autres ?

Habiter un château, sur un beau site, dans un grand parc, chasser dans ses domaines, convoquer ses vassaux pour le paiement des fermages, maintenir autour de soi, le plus qu'on peut, les vieilles traditions, les vieilles idées, les vieux privilèges dont on profite : c'est le jeu de l'ancienne noblesse. La Bourgeoisie « républicaine » en général, celle des Carnot en particulier, joue ce jeu-là aujourd'hui.

Pardon, monsieur ! Lazare Carnot, le grand, a fait la Révolution. Nous voulons la faire aussi. Ça gêne la dynastie des Carnot ? Je comprends ça ! Mais tant pis pour vous et pour vos privilèges de classe. Ils ont tant fait souffrir le pauvre monde !... Car c'est de là que sont sortis ces trois fléaux : la servitude, la misère, la guerre.

La haine et l'envie ? Mais, monsieur, vous n'
donc pas lu Ernest Renan ?

« Je n'entends jamais sans colère, dit-il, les
reux du siècle accuser de basse jalousie et
honteuse concupiscence le sentiment qu'épr
l'homme du peuple devant la vie plus distinguée
classes supérieures. Quoi ? Vous trouvez mau
qu'ils désirent ce dont vous jouissez ? Voud
vous prêcher au peuple la claustration monacal
l'abstinence du plaisir, quand le plaisir est t
votre vie ? Si cette vie est bonne, pourquoi ne
désireraient-ils pas ? Si elle est mauvaise, pour
en jouissez-vous ? »

CHAPITRE V

Nos Rois s'amusent

Nos rois, en France, sont nos Bourgeois.

Ceux qu'on voit (sur la scène politique) : ministres, députés, sénateurs, directeurs des ministères, préfets, magistrats, hauts policiers, hommes de lettres, académiciens et journalistes du mensonge.

Ceux qu'on ne voit pas (cachés dans la coulisse) : nouveaux riches, anciens riches, millionnaires, profiteurs de la guerre, maîtres de la terre, maîtres de la mer, maîtres de la mine, maîtres de l'usine, châtelains, administrateurs des grandes sociétés anonymes, féodaux des chemins de fer, privilégiés de la Banque de France, financiers, gens de bourse, agents de change, propriétaires de Paris, princes du commerce, barons des assurances, etc. En un mot : les rois de l'or. Les vrais rois.

A eux la Richesse.

A eux le Pouvoir.

Ils font la Loi. Ils ne font pas le Travail.

Comment ne continuerait-elle pas quand leurs « sujets », sauf une élite, lisent les journaux des « maîtres », quand ils ne comprennent pas leur propre intérêt, quand ils demeurent éparpillés, ignorant la formidable puissance d'artillerie lourde qu'aurait une Confédération générale du Travail englobant des millions d'hommes, clairvoyants, disciplinés et résolus ?

Comment l'Injustice ne serait-elle pas toujours là à faire souffrir le peuple, dans la paix comme dans la guerre, puisque le petit vote pour le gros, le faible pour le fort, le pauvre pour le riche, l'exploité pour l'exploiteur ? Puisque les Moutons élisent des Loups pour leur faire la loi ?

Aussi, ne faut-il point s'étonner qu'être gouverné par nos rois, c'est être, selon l'étourdissante boutade de Proudhon : « gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, commandé par des êtres qui n'ont ni le titre ni la science, ni la vertu. Etre gouverné, c'est être, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé coté, cotisé,

patenté. licencié, autorisé, apostillé, admonesté, e pêché, réformé, redressé, corrigé. C'est être mis contribution, exercé, rançonné, exploité, monopo se, concessionné, pressuré, mystifié, volé. Puis, à moindre résistance, au premier mot de plainte, primé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspil assommé, désarmé, garotté, emprisonné, fusillé, m traillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vend trahi, et, pour comble, joué, berné, outragé, désh noré !... »

Voilà le « gouvernement » capitaliste. Nos ro s'amusent !

Regardez. Au milieu des malheurs innombrabl lassés par la longue guerre du sang et de la ru tout ce monde de rois, ça se fait des chichis, ça fait des mamours, ça se fait des grâces, ça se l des jeux de mots dans leurs journaux, ça se distr bue des titres, des croix, des lauriers, des ruban des honneurs, des fauteuils aux académies, ça org nise des « fêtes », des tra-la-la, des grands m chins, des réceptions, des banquets, des entrées, d triomphes, des apothéoses...

Nos rois s'amusent.

— « Ils ont des droits sur nous »,
a dit, parlant des soldats, le roi de nos rois.

Bien. Alors voici ce que leur offrent les roitelet du Palais-Bourbon :

L'un leur donne un casque : les voilà coiffés.

L'autre un insigne commémoratif : les voilà vêtus

Un troisième, une aumône : les voilà riches.

Celui-ci leur offre un arc de triomphe : les voil à l'abri.

Celui-là, un « titre de rente » (40 sous par mo de guerre) : les voilà rentiers. Plus rien à désirer

Dans la République de la décadence, où triom phent les phraseurs niais et les réacteurs ivres, no rois s'amusent.

Pourtant, messieurs, il y a des champs à labourer du blé à semer et tant, tant de choses à produire.

Il y a des paysans qui sont encore aux armée au lieu d'être à la terre (la classe 18).

Il y a des soldats qui ont besoin de repos après une année d'enfer (la classe 18).

Il y a des malades de la guerre, des mutilés, des femmes à la santé détruite par les chagrins

Il y a des orphelins de la guerre qui ne savent pas encore qu'ils sont « pupilles de la Nation ».

Il y a de pauvres gens ruinés après toute une vie de travail, et qui n'ont pas mérité le désespoir.

Il y a les cent fois millionnaires du canon, du camion, de l'obus et de l'avion, à qui on n'a pas encore fait rendre gorge.

Il y a des *milliards* à récupérer sur les marchés de la guerre.

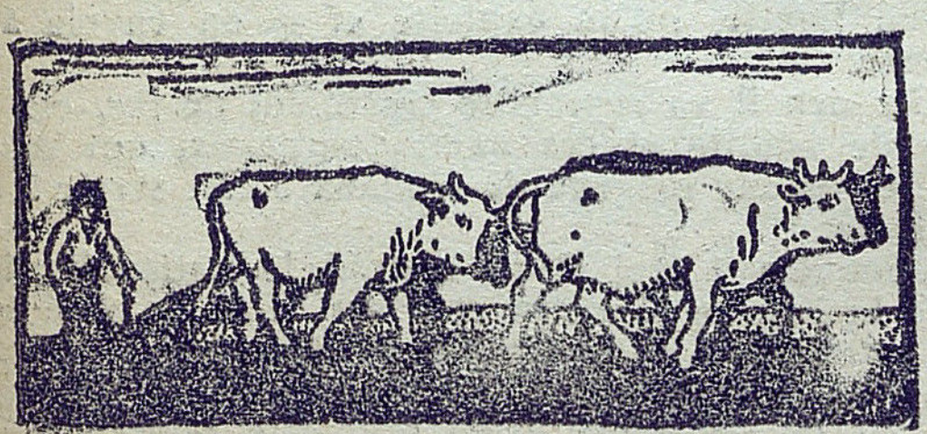
Il y a des retraites ouvrières et minières à améliorer, une assurance contre le chômage à faire, un minimum de salaire à établir.

Il y a une « patrie » à faire — humaine, juste, égalitaire, pour récompenser, à leur retour, autrement que par des carnavals et des mots creux, les soldats qui l'ont défendue.

On vous assure, messieurs, qu'il y a :

— Une question de nourriture ;
— Une question de travail ;
— Une question d'instruction ;
— Une question de santé ;
— Une question de gouvernement ;
— Et même une question de propriété !

Et ces problèmes graves ne seront pas résolus avec des casques, des insignes, des rubans, des aumônes ou des arcs de triomphe — par des rois qui s'amusent...



CHAPITRE VI

L'Internationale des Massacreurs

Que Barthe soit loué ! Tout modéré qu'il est, ce socialiste a sorti devant la Chambre un dossier formidable, toute une artillerie :

Contre les profiteurs de la guerre,
Contre les prolongeurs de la tuerie,
Contre l'Internationale des Massacreurs.
On y voit et on y trouve : (1)

— Le *commerce avec l'ennemi* pratiqué *pendant la guerre* et pour la guerre par des Français « patriotes » ;

— L'hypocrisie des « Ventres dorés » pour qui la guerre est la mort des autres, et la « Patrie » un coffre-fort plein ;

— L'alliance de l'Argent, de la Politique et de la Justice, caractéristique de la République capitaliste ;

— La puissance énorme, insolente et meurtrière des Rois de l'Acier syndiqués dans leur mystérieux et redoutable *Comité des Forges* ;

— Les milliards pompés par les grands mercantis de la Métallurgie sur le peuple de France qui mourait aux tranchées et souffrait à l'arrière ;

Et quand on a lu les pièces du procès, on se dit :

Ou bien le peuple est incapable d'être jamais autre chose qu'un esclave qu'on fouaille, qu'on brime, qu'on ligotte, qu'on exploite et qu'on envoie à la guerre.

Ou bien il va reprendre ces mines de fer, ces mines de houille et ces hauts fourneaux, qui sont à lui, et qu'une poignée de féodaux a fait servir à son malheur.

L'enquête ? Oui. Mais surtout la nationalisation. Que la France reprenne son bien. Pas de pitié pour les « traîtres » de *la Grande Trahison*. Pas de quartier pour les voleurs ! Exproprions-les.

C'est au coffre-fort qu'on saigne le Bourgeois.

---

(1) Voir le *Journal Officiel* du 25 janvier 1919.

CHAPITRE VII

La Canaille de Sainte Galette

Avant la guerre, 13 juillet 1914...

« S'il y a la guerre, on nous tuera d'abord, disait Jaurès. On le regrettera peut-être après, mais il sera trop tard. »

Ah ! *ils* peuvent bien calomnier la « dictature du Prolétariat » en Russie !

L'horreur est en eux, et les dictateurs, c'est *eux*.

Autrefois : dictature de la Noblesse.

Aujourd'hui : dictature de la Bourgeoisie.

Dans les deux cas, aux deux époques : dictature de la Richesse.

Ils avaient commencé, les « Maîtres », par s'emparer de la *terre*, source des biens. Et ils avaient des serfs pour la leur travailler.

Ensuite, ils ont pris et accaparé ce qu'il y a sous la terre : le charbon, le fer, l'or. Et ils ont *eu* les serfs modernes dans leurs usines.

Sous les rois, les empereurs ou les républiques, à eux le pouvoir, le gouvernement, la loi et la justice. C'est-à-dire la *force*.

Leur dictature de la Richesse n'est qu'une longue dictature de la Violence.

La pire violence !

Celle qui se voit et qui éclate en *répressions* : depuis l'égorgement des *Jacques* affamés jusqu'aux 40.000 morts de la Commune, en passant par les deux Terreurs (la rouge et la blanche) et par les « Journées de Juin »...

Et la violence qui ne se voit pas : l'*exploitation*, violence de tous les jours, qui ne s'arrête jamais, et dont les victimes sont innombrables.

— Vous voulez du bien-être, manants ? Voici la pauvreté ou la misère. La richesse, c'est pour nous...

— Vous voulez du repos ? Voici des champs, des mines, des usines et des navires sur la mer immense. Il y a là du travail sans fin. Le travail, c'est pour vous...

— Vous voulez de la lumière ? Voici l'ignorance, et puis la censure... A nous l'instruction !

— Ah ! vous n'êtes pas contents ?... A la porte !

— Ah ! vous ne pensez pas comme nous ? Vous

avez des « idées » ? Vous êtes un « homme dangereux » ?... En prison ! A la Bastille ! A la Santé ! A nous la liberté !

— Ah ! vous voulez la République du Travail ? Vous vous assemblez ? Vous avez des syndicats ? Vous faites des grèves ? Vous commencez à voter rouge ? Vous devenez menaçants ?... Attendez, voici la guerre (A vous les combats, à nous les profits). Ça vous changera les idées..

Non, la violence des profiteurs et de leurs domestiques ne recule devant rien, pas même devant l'assassinat. Jaurès le sentait bien.

— S'il y a la guerre, on nous tuera d'abord...

Villain achète un revolver. Il l'essaye.

Il est venu pour tuer.

Il tue.

Et, alors, tout de suite, dit Paul-Boncour, c'est le chant de triomphe, lyrique et sauvage...

La dictature a trouvé une arme. La Réaction a trouvé un assassin.

N'approchez pas du chien qui a volé le gigot ! babines retroussées, crocs en étalage, le chien défend sa proie. Il vous mordrait.

Pour les chiens capitalistes gavés, pour les chiens nationalistes enragés, pour tous ceux qui mordaient Jaurès à coups de calomnies, Villain est un héros.

Caillaux est en prison. Villain est en liberté. Donnez-lui votre légion d'honneur. Vous la donnez bien à des voleurs, pourquoi pas à un assassin ? Allons, soyez francs, chiens ! chiens de réaction, chiens de bourgeoisie ! Villain vous a gagné votre « première victoire », en abattant froidement l'homme du peuple, du socialisme et de la paix.

Un des vôtres, en pleine ivresse de sang, l'a écrit en 1916, au lendemain de Verdun, à la veille de la Somme :

« Le 31 juillet 1914, dans un estaminet du Croissant, le jeune patriote Raoul Villain abattait d'un coup de revolver le *traître* Jaurès, chef du parti socialiste, directeur de l'*Humanité*, principal *agent de la politique allemande* en France depuis quinze ans.

« Il a frappé justement.

« Il a donné à la France sa première victoire, infligé aux Allemands leur première défaite.

« Il a sauvé la patrie.

« Il s'est inspiré de l'inscription que Démosthène faisait lire aux Athéniens sur une colonne d'airain de l'Acropole :

« D'après nos lois criminelles, l'homme ainsi noté d'infamie doit mourir ; point n'est besoin d'autre procès, le premier citoyen qui le rencontre peut le tuer sans crime.

« C'est ce qu'a pensé Raoul Villain. » — (Urbain GOHIER.)

« Traître ». — « Agent de l'Allemagne ». — « Agent du Kaiser et de la finance berlinoise ». — « Orateur de l'Empire au Parlement français ». — « Entretenu par les Rothschild et par l'ambassade allemande ». — « Un fou » (Jaurès, fou ! il fallait bien une canaille de Sainte-Galette pour oser écrire ça !) — « Avocat de l'Allemagne ». — Métier de traître ou de fille » qui « mériterait un châtiment exemplaire ». — C'est avec ces mots, ces mensonges, ces calomnies répétées que le *Temps*, *l'Action française*, *Paris-Midi* et les petits pamphlets de la réaction épileptique ont fait assassiner Jaurès.

Les assassins continuent...

Quand ils ont fait massacrer un million et demi de paysans et d'ouvriers pour la Revanche, pour le Tsar et pour la Réaction, quel remords pourrait arrêter désormais les criminels qui mettent les revolvers anti-socialistes aux mains des assassins ?

« Nul, dans son parti, disait Paul-Boncour en Cour d'assises, n'est assez grand pour tenir la place de Jaurès. Mais il en est qui ont recueilli la charge des mêmes injures, pouvant entraîner demain les mêmes crimes ».

La peur donne au Bourgeois le goût de la calomnie. Et l'histoire coloniale, prolétaire, sociale, enseigne que l'Argent lui a donné le goût du sang...

On lui fera bien passer ce goût-là. Malgré tout, l'ère de la Violence touche à sa fin. L'heure approche où l'Humanité, tant de fois saignée, écrasera enfin les sauvages qui voudront la saigner encore.

CHAPITRE VIII

La Banqueroute des Hautes Classes

Rien ne va plus. Les chemins de fer sont embouteillés. La poste est engorgée. La vie est à un prix fou. Les usines sont étonnées de ne plus fabriquer de quoi tuer. Les chômeuses vont grelotter dans la neige. On manque de tout. La faim menace, et les laboureurs de la classe 18 sont encore aux armées, occupés à l'exercice, à la répression, à la réaction. L'instruction est arrêtée. La Dette pousse vers le ciel, d'où le soleil a fui, la pyramide de ses milliards.

C'est la faillite de la Bourgeoisie, la banqueroute des « hautes classes ».

Elles avaient pris la machine à gouverner — et voilà qu'en leurs mains la machine à gouverner s'est détraquée. Et ce n'est pas en tapant dessus comme des sourds qu'on la réparera, la vieille machine, bonne pour la ferraille.

Nos maîtres avaient pris la terre, (sauf quelques « mouchoirs de poche »), — et la terre a été abandonnée pendant la guerre, les cultivateurs sont morts en masses dans les tranchées, et notre agriculture, qui est la grande richesse du pays et pourrait être splendide, demeure arriérée dans une France en retard.

Ils avaient pris les usines — et le travail manque, et nos usiniers ne savent produire qu'à prix exorbitants.

Ils devaient bâtir une belle maison avec une belle devise sur la façade : « Liberté, égalité, etc... » — et ils l'ont faite à l'envers, la cave au grenier et le grenier à la cave.

Ceux qui sont en haut (les parasites, les millionnaires du massacre) devraient être en bas.

Et ceux qui sont en bas (paysans, ouvriers, artistes, inventeurs, ingénieurs) devraient être en haut.

Le monde renversé !

CHAPITRE IX

Le Permis de Chasse

Je ne sais pas s'il monte une « vague de paresse » ailleurs qu'à la vieille Confédération Générale des Parasites.

Mais je sais bien que monte une vague de sauvagerie.

— « Nous avons battu les Boches. Nous sommes prêts à prendre *le fusil* pour tirer sur vous, Bolchevistes. »

Telles sont les paroles d'Evangile que m'adresse du fond de sa Mayenne à Chouans, le « camarade » Ferrand, ancien soldat au 135e d'infanterie.

Encore un égaré qui veut tuer ses bienfaiteurs !...

« Ne pourrait-on pas moderniser l'armement de la police ? » demandait anxieusement, pendant l'été, le *Petit Parisien* de la dynastie Dupuy.

Puis, l'empoisonneur de France constatait — avec le regret du bourgeois gavé de millions et apeuré de restitution — « que toutes les polices du monde, même celles des plus petits Etats, sont dotées d'une arme de précision du dernier perfectionnement, légère, rapide et tirant la *balle blindée*... »

Balle blindée, balle blindée... La politique de la balle blindée. Toute une civilisation ! Les voilà peintes, les bêtes de proie, les bêtes de guerre, les bêtes blindées !

Leur guerre a ouvert la porte de la Ménagerie. La Grande Ménagerie. La Ménagerie de la Réaction. Et les bêtes féroces se sont répandues sur la terre...

Là-bas, en Russie, elles continuent la guerre — contre le Socialisme et contre le Peuple, avec des « balles blindées ».

Ici, au camp de Mailly, un Gouvernement de Tigres a fait massacrer de pauvres Russes par des

brutes d'infanterie commandées par une brute à galons.

A coups de mitrailleuses...

Les pauvres Russes étaient sans défense...

Et tout leur crime était de réclamer de quoi vivre.

— Vivre ? Ils demandent à vivre au siècle de la guerre ? Des Bolcheviks, parbleu ! A mort !

Et ces assassins-là n'iront pas au bagne...

Aux bagnes ? Aux bagnes où l'odieuse justice militaire a envoyé tant d'honnêtes gens avec les apaches ? Il faut savoir les horreurs qui s'y passent.

Au nom de la République, de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité, on y traite les hommes par la chaîne, par la vermine et par la faim ; à coups de bâton, à coups de fouet, à coups de crosse...

Le militarisme prussien ! Et même pire.

Des « sous-offs » sadiques prennent comme auxiliaires, pour la discipline (« qui fait la force des armées »...) des bandits de profession !...

Regardez ces bagnes d'Afrique. Voici des hommes qui mangent de l'herbe comme aux temps du Moyen âge.

Voici les tortures à la mode de l'Inquisition : la *pelote*, la *crapaudine*, le supplice de la faim, le supplice de la soif, le supplice de l'eau, du trou d'eau...

Voici la fièvre brûlante, et des malheureux qui meurent faute de soins :

— « Tant mieux ! dit un gorille parlant. Ça me rapporte vingt francs par cercueil !... »

La *Vague* a publié le dossier des horreurs. On y a vu la perversion, l'écœurante inversion, les viols unisexuels, des choses incroyables et pourtant vraies, la folie de l'excrément, la folie de la cruauté, des décès en masse, des assassinats impunis...

Non, non, ce n'est pas en Russie, au pays des Bolcheviks ! C'est en France. C'est en Algérie...

Et c'est la honte de *leur* République.

Il y a là des hommes, que le Militarisme franco-bourgeois étouffe, le genou sur la poitrine et les mains à la gorge, avec le droit de vie et de mort. Il y a là des malheureux qui jettent encore après l'amnistie rabougrie d'Harpagon, le grand cri de la détresse humaine :

— Au secours !

— Au secours ! crient les ouvriers de Hongrie que la *Terreur* des Blancs emprisonne et assassine en masses, sous l'œil complaisant de l'Entente (*entente dans la Violence !*).

— Au secours ! criaient ces 400 enfants russes, que des familles suédoises avaient adoptés pour les sauver de la Faim, et à qui — rappelez-vous — le Gouvernement d'Angleterre a osé refuser le droit de traversée !...

— Au secours ! crient les héros de la mer Noire qu'un Conseil de Sauvages vient de condamner à des trois ans, à des cinq ans, à des neuf ans, à des quinze ans de prison et de détention.

— Au secours ! Imposez l'*amnistie complète !* crient toutes les victimes de tous les Conseils de guerre. Cependant que la faute des généraux demeure impunie — et glorifiée...

— Prends ton fusil, camarade, et allons-y.

— Mon fusil ?

— Oui, n'as-tu pas ton permis de chasse ? On a déchaîné les bêtes sauvages : tigres, chacals, hyènes, renards, loups. Elles rôdent à travers le pays. Elles sont féroces parce qu'elles ont peur pour la Caisse. Allons, viens, la chasse est ouverte : faut en profiter.

— ...

— Ton permis de chasse ? Mais c'est le droit de se syndiquer, le droit de voter — que le régime du Sabre ne t'a pas encore volés.

Et ton fusil de chasse, c'est ta carte du syndicat. Ta « balle blindée », c'est ton bulletin de vote rouge.

Prends ton permis de chasse, camarade, et allons-y.

Diana

LIVRE III.

LA REVANCHE DU PEUPLE

CHAPITRE I

Si le Peuple avait voulu

Quoi ? Vous n'êtes pas contents ? Vous regrettez d'avoir fait la guerre ? Vous êtes furieux contre les guerriers, contre les revanchards, contre les colonniaux, contre les chercheurs d'affaires, contre les Cocos-Sangha et les bêtes sauvages ? Vous êtes ruinés ? Vous n'avez pas de travail ? Vous craignez le percepteur ? Vous manquez de sucre ? Vous avez froid ? Vous voudriez la paix totale, le désarmement et du charbon

Oui, mais... ce Clemenceau, ces sénateurs, ces députés, qui donc les a faits ?

— C'est vous ! C'est le peuple de France. Et il gémit !...

Voyez-vous ces barons, comtes, marquis et ducs, seigneurs de Bretagne et autres provinces ? Eh bien, ils ont été élus par les manants qui travaillent les terres de la noblesse, autour des châteaux, comme dans l'ancien temps...

— Tu es maître de la terre. Sois maître de la loi. Je vote pour toi, seigneur.

Ces banquiers, financiers, gens d'affaires, ce président du *Comité des Forges*, ces avocats de la Haute Métallurgie et des profiteurs de la guerre, ces parlementaires qui ont renouvelé le privilège

de la Banque de France et tous les privilèges de la Bourgeoisie, ils ne se sont pas nommés eux-mêmes. Ce sont des ouvriers, des paysans, des gens du peuple exploité, ce sont les pauvres citoyens du Nombre qui les ont élus :

— Tu es maître du rail, de la mine, de l'usine. Sois maître de la loi. Je vote pour toi, patron.

Alors ?

Alors, il y a en France et dans le monde des millions d'hommes qui feraient bien de s'en prendre aussi à eux-mêmes du Grand Malheur qui est venu...

Et de ne plus recommencer !

Aux Journées de 48, des combattants étaient morts pour donner au peuple de chez nous une arme : le droit de voter et le faire la loi.

Quel usage en a-t-il fait ? Il s'en est servi comme d'un poignard qu'il se serait plongé lui-même dans la poitrine ! Il a voté pour l'ennemi !

La réforme électorale des jours présents ? Quelle misère ! On n'améliore pas le vin en changeant la bouteille...

Ah ! si les Moutons avaient voulu !...

Il y a longtemps qu'en France, nous avions nos *Soviets*. C'étaient nos groupes socialistes, nos journaux révolutionnaires, nos réunions de propagande, nos syndicats et nos coopératives. Vous qui gémissez aujourd'hui, pourquoi n'y êtes-vous pas accourus en masses puissantes et bientôt victorieuses !

Au lieu de venir à nous, quand nous allions à travers le pays, pour vous faire voir la vérité, pauvres gens, vous nous traitiez de « rouges », de « partageux », de « sans-patrie », de « vendus à l'Allemagne ». Vous tourniez le dos à vos intérêts, à la République socialiste, à la Paix — et vous pleurez maintenant...

Si le peuple avait voulu, il aurait empêché la guerre.

Si le peuple avait voulu, il aurait tué l'injustice et la misère.

Si le peuple avait voulu, voyez-vous, il aurait fait son bonheur...

CHAPITRE II

Le Retour des Pauvres

Aux embusqués du Privilège.

— Il semble qu'ils aient fait la chose la plus naturelle du monde, ces hommes qui, ne possédant rien, sont partis pour se battre...

Moi, je trouve que cela est stupéfiant, incroyable...

Que vous, qui avez de la fortune, du bonheur, de la science, de la réputation, vous alliez vous faire tuer, quoi de plus naturel ? Pour vous, le mot de Patrie est gonflé de sens...

Mais eux, eux qui n'ont rien à défendre... je trouve que leur sacrifice est simplement prodigieux... et qu'au premier rang des citoyens qui ont tout donné, il faut placer ceux qui ont tout donné pour rien...

— Quelle est cette voix qui vient du fond de la vérité ?

— La voix d'un « homme » : Jean Sokori. La voix d'un livre : *Le Retour des Pauvres.*

Cette voix parle aux embusqués du privilège. Ecoutons-la.

— Vous ne vous attendiez pas à une telle unanimité de leur part. Etiez-vous assez convaincus, avant la guerre, qu'ils ne marcheraient pas, les pauvres ?...

Si vous aviez d'eux une telle peur, n'est-ce pas justement parce que vous ne vous sentiez pas innocents à leur égard ? Avec une conscience nette, vous n'auriez pas été aussi inquiets...

Eh oui, ils étaient coupables.

Ils avaient accaparé la terre — le dessus et le dessous, les champs et les mines, les prés et le fer, les bois et le charbon...

Ils avaient râflé les richesses.

Ils avaient méprisé les abeilles de la ruche humaine... Et, eux aussi, avec le hobereau « boche », ils avaient préparé la « revanche » et la guerre

depuis 43 ans. Eux aussi, sauf quelques-uns, ils avaient voulu *cela*...

Mais les malheureux n'en savaient rien : on leur avait caché la vérité, on les avait trompés, dès l'enfance, avec les grands mots, les mots conservateurs, les mots qui enchaînent, les mots qui tuent. Et ils ont marché...

— *Tout d'un coup, ils dissipèrent toutes vos craintes. Et ce fut alors, dans votre camp, un immense soulagement, comme une délivrance. Vous étiez désormais sauvés, car le plus grand danger résidait en eux...*

Tout dépendait d'eux, à cette heure, puisqu'ils étaient le nombre...

Et ils ont obéi.

La voix de l'homme, la voix du livre continue :

— *Lorsque vous lui avez crié (au pauvre) : « Nous sommes envahis ! » ne pouvait-il vous répondre : « Vous, peut-être ; mais pas nous ! »*

Lorsque vous lui parliez avec véhémence des pays opprimés, ne pouvait-il vous répondre : « Quand il n'y avait que nous d'opprimés dans le monde, on ne faisait pas tant d'histoires ! »

Le courage ? Oui, mais... autrefois :

Pendant qu'il se fatiguait au travail, vous demeuriez tranquillement enfermés dans vos demeures, au repos et à l'abri ? Vit-on jamais un jeune homme de bonne famille s'engager dans la Misère ? Est-ce que les Riches ne furent pas les embusqués de la paix ?

La justice ? Le droit ?

Est-ce qu'il ne pouvait vous répondre que, l'injustice, il ne connaît qu'elle depuis qu'il est sur la terre ?

Puis la voix de l'homme et du livre pose la grande question :

— Quelle est leur récompense ? Avez-vous préparé pour eux la maison du retour ? Où sont vos réformes ? La « patrie » est-elle enfin habitable et embellie ?

— *A ceux qui vous ont rendu le plus inoubliable*

des services, quelle surprise grandiose avez-vous ménagée ?

Car, enfin, vous devez bien comprendre :

« *Que l'on ne va pas recommencer à vivre comme avant.* »

— *Vous ne croyez pas, j'imagine, que les Pauvres vont rentrer tranquillement chez eux — ou chez vous — en revenant de la guerre ? qu'ils réoccuperont, en oubliant, leurs places coutumières ? que la catastrophe ne laissera aucune trace profonde ? et que, sitôt les morts enterrés et les traités signés, la vie reprendra identique ?*

Sans doute. Mais les embusqués du Privilège n'ont pas bâti la maison neuve pour le « retour des pauvres ». Ils ont *trahi* les pauvres combattants...

Il semble que vous ayez perdu la mémoire de ce qu'ils ont fait...

Leur prestige s'est évanoui... Ils ne sont même plus aussi intéressants qu'avant la guerre. Qu'est-ce que c'est que cette misère dont on vous rebattait les oreilles autrefois, à côté des hécatombes de la guerre universelle ?...

Ils peuvent, dires-vous, se considérer comme bien heureux, ceux qui reviennent, d'avoir échappé à la mitraille...

Pauvres héros sublimes ! Pauvres sauveurs du monde ! Vos anciens maîtres n'ont rien appris de vos droits, ni rien oublié de leurs privilèges ! Il y a quelque chose de diabolique dans leur jeu de société. Et la preuve en est qu'à votre retour, après avoir souffert pendant quinze cents jours les mille misères de leur guerre, c'est la chaîne et le collier qu'ils vous ont préparés comme récompense. Vous êtes trahis !...

Mais la voix éloquente de l'homme et du livre monte. Elle avertit :

Je crois que le Pauvre ne supportera pas aisément l'accueil glacial que vous lui réservez...

Le Pauvre en a assez d'être ainsi, successivement, et selon le caprice de ses maîtres, métamorphosé d'esclave en héros, puis de héros en esclave...

Il est un peu comme un enfant qui n'avait ja-

mais quitté les jupes de sa mère, et qui reviendrait transformé d'un long voyage qu'il aurait fait tout seul.

Le Pauvre n'est plus un enfant, il s'est émancipé. On dirait qu'il est devenu subitement majeur.

En vérité, on vous le dit :

— *Vous ne reconnaîtrez pas le Pauvre hésitant et embarrassé que vous avez quitté. Le Pauvre est gâté...*

Que voulez-vous ! Il ne fallait pas l'envoyer à la guerre !

Que s'est-il donc passé. Et quel est ce miracle ?

Les Pauvres vécurent pendant quatre ans dans la terre, dans des trous infects, que seules des bêtes avaient habités avant eux ; et dans ces trous qu'il leur fallait disputer aux rats, ils sont redevenus des hommes.

Au fond de ces trous ou dans les cantonnements, le « matériel humain » a pensé — comme jamais il n'avait pu le faire.

Il y a des choses toutes simples dont ils ne s'étaient pas encore avisés et qui leur apparaissent maintenant avec évidence.

Par exemple :

Ils s'aperçurent qu'ils étaient au moins vos égaux. Et ils s'étonnèrent de ne pas s'en être plus tôt aperçus.

Voyez-vous, ce qui est grave, c'est que :

« LES PAUVRES ONT PARLE ENSEMBLE. »

Et ils se sont rendus compte, pauvres des villes, pauvres des champs, qu'au fond ils sont pareils, qu'ils ont les mêmes intérêts, les mêmes ennemis, les mêmes amis, et qu'ensemble ils forment une même *classe* qui doit s'unir et faire la même politique — contre vous, messieurs les embusqués du pouvoir, de la fortune et du privilège.

Riches, votre règne devait finir un jour...

La pauvreté entière est une Alsace-Lorraine...

Avoir « libéré le monde » et soi-même demeurer asservi ? Non pas !...

Pendant qu'on y est, il faut régler leur compte à toutes les injustices, et il y en a tant.

Cette guerre si longue... ne saurait être qu'un commencement... Un prélude. La première partie d'un programme...

Quand on se mêle de faire triompher le Droit, il faut le faire triompher sur toute la ligne...

Le Pauvre se doit à présent de lutter pour son droit.

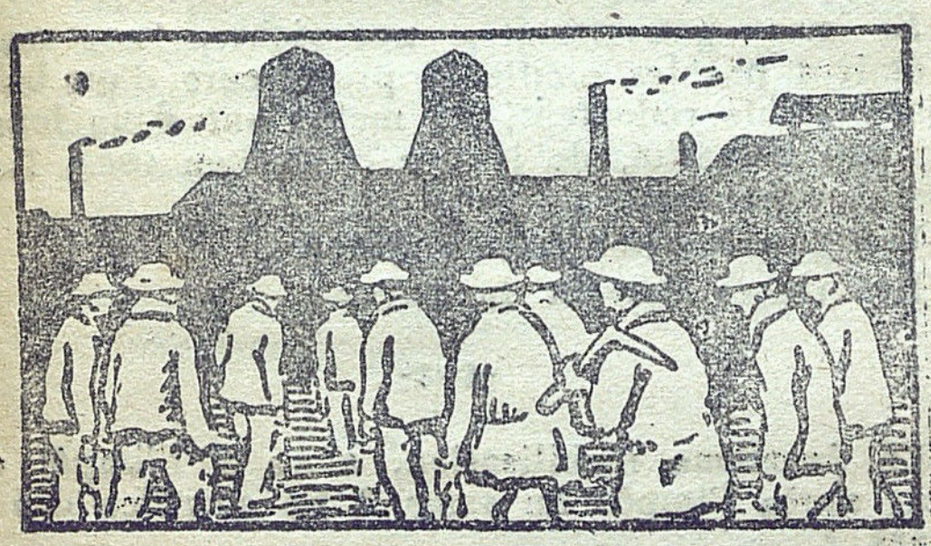
Après s'être battu pour les autres, il va combattre un peu pour lui maintenant... Il y aura de belles victoires... C'est le moment ou jamais de vaincre... Le sang des pauvres a trop longtemps coulé pour qu'il n'en sorte pas une abondante justice...

Rien ne se ressemble comme un « Boche » et un Riche... Après les Boches, ce sera le tour des Riches. Votre tour.

Pas avec les mêmes armes, évidemment.

Avec la Force, oui. Mais la force de classe, la grande force du *Nombre*.

Il faut prendre le Pouvoir, c'est-à-dire faire la loi obéie, pour débusquer les éternels embusqués du privilège.



CHAPITRE III

Le Sacrifice des Fortunes

Les pauvres ont fait la guerre.

Les riches doivent la payer.

Et ceux qui donneront leur bien demeureront quand même les éternels obligés de ceux qui ont donné leur sang...

Or, voici des feuilles d'impôts qui tombent, et qui tombent sur les pauvres comme la pluie sur la terre.

Impôt sur les salaires !

Impôt sur les soldats au retour des combats !

Quelle misère !

Klotz-le-Riche et ses riches bureaucrates des Finances se sont dit :

— Présentons-leur la note à payer. S'ils sont assez simples pour obéir au « commandement » du percepteur, ce sera toujours autant d'attrapé ! Les fortunés seront moins saignés...

Juste le raisonnement qu'il ne fallait point faire ! Politique absurde et dangereuse ! Car ce ne sont pas ces calculs d'Harpagon qui mettront le calme, la paix et l'amour dans la cité.

Si nos gouvernants, nos riches, nos maîtres n'étaient pas les meilleurs professeurs d'un bolchevisme qu'ils redoutent, ils mettraient dans leur loi un peu d'égalité, de justice et de bon sens. Ils diraient avec nous :

Les pauvres ont fait la guerre,

Les riches doivent la payer.

La deuxième mobilisation, alors ? L'impôt d'argent après l'impôt du sang ? Le sacrifice des fortunes ?

— Oui, pour les grosses. Non, pour les petites.

Ah ! ne touchez pas à la terre de ce paysan qui revient des tranchées, à cette terre que sa femme et ses enfants ont cultivée en son absence.

Ni aux économies miraculeuses que le fisc pour-

rait encore trouver dans quelques familles ouvrières.

Ni à l'avoir modeste qu'ont donné toute une vie de travail et quelques chances à ce commerçant, à cet employé, à cet artiste, à ce vieil artisan.

Non, ne touchez pas à l'aisance en formation, vous feriez de l'injustice et des écœurés, vous bride-riez l'initiative intelligente et courageuse, vous taririez en partie les sources de bien-être.

Oui, mais... les hommes des grandes affaires et des grandes fortunes se sont réunis, je le sais, en conciliabules secrets, et la morale de leurs propos peut se dégager ainsi :

— Puisqu'on ne peut pas éviter le sacrifice partiel des fortunes, livrons les petites, et les moyennes aussi, pour sauver les grosses.

Attention ! classe moyenne, travailleurs qui avez la chance de posséder encore vos instruments de travail, c'est vous qu'ils vont manger !

Ça vous apprendra, sauf exception, à suivre les grands dans leur politique d'affaires, de guerre et de réaction ! Ça vous apprendra à crier contre les justes socialistes qui portent le drapeau rouge de l'égalité !

Il est temps de vous ressaisir et de faire cause commune avec le prolétariat des villes et les campagnards sans terre.

Poussée par une puissante *Fédération de Paysans*, par une Confédération générale du Travail riche de deux millions d'hommes, la Chambre nouvelle, « fraîche et joyeuse » (que vous aurez si vous voulez), la « Chambre ardente » pourra dire à son tour :

Les pauvres ont fait la guerre.
Les riches doivent la payer.

D'abord et avant tout faire restituer les milliards mal gagnés par les fournisseurs des Armées, profiteurs de la Guerre. La fin de ce scandale calmera les esprits et rendra plus aisé le travail politique, économique et social.

Ensuite, supprimer le *privilège des rentiers*. Eh quoi ? il y aurait huit ou dix milliards de revenus, versés par l'Etat (c'est nous), et qui ne paieraient

pas l'impôt, parce qu'il a plu à nos Ribot, à nos Klotz, à nos députés et sénateurs de décider, pendant la guerre, que la rente serait exonérée d'impôts *in secula seculorum* !

Non. Un impôt sur les salaires et pas d'impôt sur la rente : voilà une chose impossible. La rente sera imposée.

Mieux : pour alléger les charges de la Nation, il faudra réduire la Dette en réduisant le taux de l'intérêt. Plus de 5 à 6 %. Du 3 % avec des lots — des lots d'un million si l'on veut. Voilà le sacrifice des rentiers. Les plaindrez-vous !? L'Etat (c'est nous) gagnera plusieurs milliards par an à cette petite opération de justice.

Puis viendront les *reprises* de la Collectivité, les monopoles de la Nation.

Pourquoi laisser la moitié de la terre de France entre les mains de châtelains oisifs ou de grands propriétaires absentéistes ? Il faut résoudre le problème agraire « pour cause d'utilité publique ».

Qu'un jour, la terre appartienne à la fois à la Nation et aux paysans qui la travaillent, qu'on vulgarise les machines agricoles et l'emploi des engrais et la science agronomique, alors on verra la France entière nager dans l'abondance.

Ces mines de houille où dorment des milliards, c'est la nature qui les a faites, et non pas les Rothschild. A nous, les houillères ! A nous tous ? Le bon sens et la justice le veulent.

Ces mines de fer, vous les laisseriez à M. de Wendel et au Comité des Forges ? De quel droit, je vous prie ? A nous, à la Nation, les mines de fer !

Ces chutes d'eau que guette M. Loucheur, roi de l'Electricité, c'est encore la nature qui les a données à la France entière et non pas à quelques gros accapareurs privilégiés. A nous, les chutes d'eau, la houille blanche, les milliards de la lumière, de la force et de la chaleur !

Ce pétrole d'Algérie, qui voisine avec le fer de l'Ouenza, voilà encore une *propriété nationale* offerte à tous par la nature.

Que la Nation ait sa *Banque Nationale*. Qu'elle reprenne la Banque de France, dont, seule, elle a fait la fortune, et qu'elle s'en serve pour exalter

la puissance de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

Que l'Etat (c'est nous !) étende son réseau de voies ferrées à la France entière par la *nationalisation des chemins de fer*.

Que l'Etat (c'est nous, c'est vous, je vous dis !) ait sa flotte, lui aussi (pourquoi pas ?)

Qu'il ôte aux barons des *Assurances*, pour l'ajouter au patrimoine national, à la propriété collective, le riche monopole des bénéfices sur la tranquillisation des lendemains.

Et tout cela n'est nullement un rêve irréalisable !

Que de milliards, au contraire, une Chambre ardente, au service d'un pays clairvoyant et décidé, pourrait puiser à ces grandes ressources.

Ensuite, sur le vu d'un *cadastre des Capitaux* (qu'il faudra bien se résoudre à faire) les grandes fortunes qui se trouveraient épargnées par ces opérations de finance un peu rudes, devraient subir le sacrifice à leur tour, soit en espèces, soit en nature (titres, maisons de Paris, etc !)

La France, ainsi, reprendrait son bien.

Elle ôterait le trop-plein des fortunes inutiles (on n'a pas besoin de 10, 100 ou 500 millions pour vivre, ni de 300 millions de *revenus* annuels comme Rockfeller en Amérique).

Elle n'exproprierait pas l'aisance venue du travail.

Elle encouragerait les petits.

Elle paierait la guerre.

Et elle commencerait l'organisation collectiviste de l'avenir, du travail et du bien-être.

Enfin on pourrait respirer ! On pourrait oublier peu à peu l'horreur de la guerre, renaître et revivre dans l'espérance de meilleurs lendemains.

Mais voici Klotz-le-Riche qui s'avance avec son grand projet et sa petite idée. Reprendre le bien de la France ? Allons donc ! Klotz et ses bureaucrates et les grands capitalistes s'arrêtent devant les mines, le fer, le pétrole, les chutes d'eau, les voies ferrées, les navires, les assurances :

— Ça c'est pour nous...

L'Harpagon moderne est fastueux quand il achète

des châteaux de deux millions (Loucheur, Citroën, Charles Humbert, etc.), ou des manteaux de 120.000 francs, des bagues de 15.000, des robes de 5.000, des manchons de 1.000... Mais il rechigne devant l'impôt. Il veut tout garder. Peut-être va-t-il tuer, malgré lui, sa poule aux œufs d'or.

Les pauvres ont fait la guerre.

Les riches doivent la payer.

Ce sont les « hautes classes » qui gouvernaient les peuples de l'Europe. Donc ce sont elles les responsables du grand désastre. Aussi faut-il qu'elles sachent le prix de la guerre — « jusqu'au bout » — pour leur ôter le goût de recommencer...

Quant à nous, socialistes, travailleurs, paysans, pacifistes, à l'œuvre ! A la propagande et aux semailles ! A la conquête de la force par le nombre résolu. Alors nous dirons aux maîtres de la France :

— Non, ça ce n'est plus pour vous, accapareurs, guerriers et frelons, c'est pour nous, les abeilles.

Pour le Travail heureux.

Pour la Paix sans fin parmi les hommes de bonne volonté.

CHAPITRE IV

La Carte d'Argent

Carte de pain, carte de sucre, carte de charbon : ça été un commencement.

Il aurait fallu aussi la *carte de bataille* pour les guerriers de l'Arrière, pour les Alexandres du journalisme, pour les conquérants à l'abri.

Et il faudra bien qu'on fasse un jour la *carte de travail* pour mettre fin à la *Confédération générale des Parasites.*

Qui ne travaille pas et ne produit rien — ni blé, ni fer, ni lumière — vit aux dépens de ceux qui travaillent. C'est injuste.

Tout le monde au travail, chacun suivant ses forces ,son goût et ses capacités : voilà la formule de la Révolution.

Dans une Société bien faite, seuls doivent être dispensés de travailler : le malade et le vieillard qui ne peuvent plus et l'enfant qui ne peut pas encore.

Les riches ?... oui, je sais, le conservateur des privilèges répète :

— « Ce sont les riches qui font vivre les pauvres. »

Au contraire, ce sont les travailleurs qui « font vivre » les riches.

Sans travail, il n'y a rien : ni pain, ni vin, ni chateaux.

Si l'immense armée des laboureurs, des mineurs, des mécaniciens et des artistes se croisait les bras, le riche mourrait de faim et d'ennui sur ses terres incultes et parmi ses millions en chiffons de papier.

Tout coule de ces deux grandes sources inépuisables :

— La Nature.

— Le Travail.

L'argent n'est rien, rien, rien, qu'un signe.

Et pourtant l'argent est le maître, alors que le Travail devrait être le Roi.

C'est pourquoi, avec la carte de Travail, l'élite exige la *carte d'argent.*

On les aura !

Oui, on les aura les cartes de Travail et d'Argent, c'est-à-dire qu'on ira, qu'on va vers une Société nouvelle où l'aisance sera proportionnelle au travail et à la valeur de l'homme.

Aujourd'hui, avec le système capitaliste — qui engendre à la fois les fortunes scandaleuses, les misères et les guerres — pas besoin de travailler soi-même : il suffit de faire travailler les autres.

Voulez-vous la meilleure recette pour devenir riche ?

Prenez cent ou mille paysans, prenez mille, dix mille, vingt mille ouvriers. (Il suffit d'avoir, non du génie, mais de l'argent d'avance.) Mettez-les aux champs, à la mine, à l'usine. Gagnez sur chacun d'eux seulement quarante sous par jour. Comptez : vous êtes bientôt millionnaire, maire, député, ministre, propriétaire du *Matin* ou du *Petit Parisien*. Vous êtes l'Argent, le Gouvernement, l'Opinion. Vous faites la pluie et le beau temps, l'ombre et la lumière, la guerre et la paix. Vous êtes le Maître et vous avez des esclaves...

On les aura les Féodaux de l'Argent. Il faut les avoir. Ils doivent être expropriés pour cause d'utilité publique, nationale, populaire, « patriotique »...

On les aura les Nationalisations préalables : celle des gros héritages, celle des chemins de fer, celle des mines de houille et de métaux, celle de la Banque, celle de la Haute métallurgie, de l'Electricité, celle des chutes d'eau, et celle de toute la grande propriété capitaliste qui peut être aisément transformée en une immense propriété collective.

On les aura... le travail gai, le repos, l'argent, l'instruction, le gouvernement des Travailleurs, la joie du peuple maître chez lui, la République socialiste sans misères ni guerres, la victoire de l'Internationale ouvrière — le plaisir de vivre enfin !

On les aura... si le grand ébranlement de la guerre chasse des cerveaux les vieilles idées et met des idées neuves à la place ; si la bêtise recule ; si l'élite gagne la masse ; si le peuple éclairé brûle les feuilles du mensonge ; s'il chasse les « politiciens » tortillés et entortilleurs ; si on est courageux ; si on est prudents ; si on est unis ; si on est le nombre ; si on a la Force.

CHAPITRE V

Les Briseurs de Chaînes

« *Une théorie devient une puissance matérielle si elle s'empare des masses* » — (Karl Marx).

L' « Homme enchaîné » existe : c'est le travailleur pauvre, celui qui ne possède que ses bras (ou son cerveau) et qu'on appelle le « prolétaire ».

Prolétaire est de même famille que proléfique. Le mot signifie étymologiquement : qui a de nombreux enfants. Et, en effet, c'est bien chez les pauvres qu'on voit les familles nombreuses.

Le Prolétaire n'a pas de propriété. Il n'a que son travail. Et il est obligé de vendre ce travail à ceux qui ont de l'argent. Il travaille... pour les autres, pour des maîtres, des riches, des seigneurs. Et, par peur de perdre son salaire, sa place ou, son client, ou son aumône, ou son allocation, il cache ses idées. Il n'est pas libre. La propriété seule crée la liberté. Or l'indépendance est le plus grand luxe de la vie..

Le prolétariat, c'est un reste de l'esclavage.

En face du prolétaire, son profiteur, son enchaîneur : le bourgeois capitaliste.

Deux classes en lutte : la classe enchaînée et la classe enchaîneuse.

Tout le mal vient de là : les guerres comme les misères, les injustices comme les souffrances immérités.

Il faut briser les chaînes de la classe enchaînée.

La vie vaudrait à peine d'être vécue, elle ne mériterait pas d'être transmise, si « l'ordre » social du vieux monde devait se prolonger éternellement, avec le Travail pour les uns et la Richesse pour les autres, avec les violences des guerres de classes et les horreurs des guerres de peuples.

Un homme était venu, qui avait projeté sur les chaînes dissimulées la vive lumière de son génie.

Un homme était venu, qui avait indiqué comment briser les chaînes, et jeté au prolétariat enchaîné le cri de guerre :

« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Un homme était venu, qui avait dit aux opprimés :

« Ni Dieu, ni César, ni tribun »

ne peuvent vous sauver. *Sauvez-vous vous-mêmes.*

Vous êtes le Nombre. Vous pouvez être la Force si vous voulez.

« *L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »

Et cet homme a été écouté. Trop tard ! Car il parlait il y a soixante-dix ans. Trop peu, car le Socialisme moderne et le syndicalisme révolutionnaire n'ont pu encore ni briser les chaînes, ni empêcher la guerre.

Mais cet homme a été honni. Il l'est encore. Aujourd'hui, toute la meute des profiteurs aboie contre lui.

C'est Karl Marx.

Ouvrons le *Manifeste Communiste*, son chef-d'œuvre, écrit en collaboration avec l'esprit lumineux de Frédéric Engels.

Que voit-on dans la vie, avec des yeux clairs qui regardent les sommets, non les détails ? On voit :

« *La Société qui se divise — de plus en plus — en deux vastes camps opposés, en deux classes ennemies : la Bourgeoisie et le Prolétariat ;* »

Et dans le Passé ? Mêmes oppositions, mêmes combats entre les hommes libres et les esclaves, entre les patriciens et les plébéiens, entre les barons et les serfs. De sorte que :

« *L'Histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes ;* »

Autrefois l'Aristocratie, qui tenait la terre, tenait aussi le gouvernement.

Maintenant, c'est la Bourgeoisie qui tient le gouvernement parce qu'elle tient les usines, les mines et l'argent.

« *Le gouvernement moderne n'est plus qu'un conseil d'administration des intérêts de la classe bourgeoise.* »

Munie du Capital et du Gouvernement, la Bourgeoisie exploite le Prolétariat, développe la grande industrie, se pousse dans le monde vers les débouchés commerciaux, vers les colonies, vers la guerre.

Mais le Capitalisme mène avec lui son propre fossoyeur : le Prolétariat.

« *Avec le développement de la Bourgeoisie, c'est-à-dire du capitalisme, se développe le Prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail..., contraints de se vendre au jour le jour...*

« *Le Progrès de l'Industrie... remplace l'isolement des ouvriers par leur union révolutionnaire au moyen de l'association.* »

Ainsi fatalement, le Prolétariat se trouve organisé *en classe* et poussé à la formation d'un *parti de classe* :

« *Toute lutte de classe est une lutte politique.* »

Lutte politique pour la conquête du gouvernement. Et conquête du Gouvernement pour la conquête de la Propriété :

« *La question essentielle, c'est la question de la Propriété.* »

La Propriété n'est pas figée dans l'histoire. Elle a subi de continuels changements. La Bourgeoisie a aboli la propriété féodale. Le Prolétariat abolira la propriété bourgeoise. Un jour viendra — c'est fatal — où il n'y aura plus de richesse sans cause, plus aucune fortune sans travail.

Plus tard, dans son grand ouvrage sur *Le Capital*, Marx a montré que cette transformation sociale devient inévitable avec la concentration des capitaux en un petit nombre de mains, concentration qui rend facile l'expropriation des capitalistes.

C'est alors qu'il n'y aura de richesse que par le travail personnel.

Plus d'exploitation de l'homme par l'homme. Plus de classes. Plus de guerre entre les classes. Plus de guerres entre les nations.

Et le célèbre Manifeste se termine par le grand cri de ralliement qui nous mènera un jour à la Victoire :

« *Que les classes régnantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste.*

« *Les prolétaires, eux, n'ont rien à y perdre,* sauf leurs chaînes.

« *Ils ont un monde à y gagner.*

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

CHAPITRE VI

Le Trésor de la Révolution

Portez vos regards en arrière. Voyez ce volcan et ces gens qui dansent dessus. Et ces millions qui tourbillonnent. C'est la fin de l'Ancien Régime.

Sous les pas de la Monarchie absolue, le trou du *déficit* se creuse.

La Royauté a fait *banqueroute* cinq ou six fois au cours du siècle.

La *Dette*, sans s'arrêter, monte vers le ciel qui se charge de nuages.

On vit d'emprunts à jeu continu, au jour le jour !

— Pour avoir de l'argent, dit M. de Calonne, ministre de Louis XVI, il faut... en emprunter ! Pour trouver des prêteurs, il faut paraître riche. Pour paraître riche, il faut dépenser beaucoup. Jetez donc l'argent par les fenêtres et vous le verrez rentrer par la porte ».

Tout à fait la politique des « argentiers » de la Troisième, M. de Ribot et M. de Klotz, au temps de la grande guerre. Mais alors on n'était qu'en 1783...

M. de Calonne jetait donc d'argent par les fenêtres — comme nos entrepreneurs de Revanche l'ont jeté par les canons.

Comment faire ? Les paysans, « taillables à merci », sont épuisés et crient famine. On leur a tout pris. Force est donc de taxer les privilégiés. M. de Calonne le propose. Mais arrive ce qui devait arriver : les gens riches le font mettre à la porte. Un peu plus, on l'enfermait à la Santé !

Louis XVI, alors, appelle un archevêque, comme pour administrer « les derniers sacrements » à la monarchie moribonde ! Lamémie de Brienne a bien su gérer sa fortune : il est richissime (un million et demi de revenus). Peut-être saura-t-il désembourber le « char de l'Etat ». Mais allez donc tondre un œuf ! M. de Brienne ne tarde pas à retomber dans les emprunts, dans les impôts, dans la banqueroute. Encore ?

Louis XVI, effrayé, renvoie ce singulier Contrôleur général des finances — qui vide la Caisse avant de partir ! Il restait 400.000 livres. Le ri-

chissime archevêque en prit 200.000 pour son salaire. Un vrai fournisseur du Roy et de l'armée !

Le Roy rappelle Necker. On est en 1788. La situation financière est très brillante. Pas autant, toutefois, que les finances de M. Klotz de Monudidier !

475 millions de recettes, 532 millions de dépenses, 57 millions de déficit. Et encore le Roy, la Reine et la Cour ont « mangé » 200 millions par anticipation sur les années 1789 et 1790. La Dette s'élève à 4 milliards et demi de livres.

C'est le moment où les gens de la Cour, un matin, au réveil, lisent sur les murs du château de Versailles : « Palais à vendre, ministre à pendre, couronne à donner ».

Comment sortir de cette situation désespérée ?

Un seul moyen, interroger la Nation pour trouver de l'argent, réunir les *Etats généraux*, tenus muets depuis l'année 1614, pour résoudre le problème financier.

Le Roy s'y décide. Il convoque les Etats généraux pour le 5 mai 1789, en vue, dit-il, de « surmonter les difficultés relatives à nos finances. »

.....

Regardez derrière vous, au loin, là-bas... Quels sont ces hommes qui font une *Révolution*, qui démolissent la Bastille, qui exproprient l'Eglise de 8 milliards en biens, qui proclament les Droits de l'Homme, qui détruisent les privilèges (sauf le principal : celui du propriétaire qui ne travaille pas) ? Quels sont ces hommes qui portent un roi sur l'échafaud et renversent l'Ancien Régime ?

Ce sont les Français de 1789 et de 1793. Réunis pour surmonter les difficultés financières, les Etats généraux en ont profité pour se déclarer *Assemblée nationale Constituante* et pour *faire la Révolution*.

La Révolution ! C'est elle qui a tiré une grande vérité du paradoxe de Mirabeau :

« Le déficit est le Trésor de la Nation ! »

Eh bien, ces événements-là, considérablement agrandis par la guerre, repassent aujourd'hui sur la scène de l'Histoire

Le déficit est revenu là, devant nous. C'est un trou énorme, un précipice. *Deux cents milliards*, et même davantage !

La royauté absolue et la féodalité nobiliaire sont tombées dans le précipice de 89.

La féodalité de l'Argent et la ploutocratie « républicaine » doivent tomber dans le précipice de 1920.

Deux cents milliards de dettes. Une guerre de 350 milliards ! Comment les payer ?

Un budget annuel de *vingt milliards*. Comment le boucler ?

Réunir la *Constituante* ? Confisquer les grandes fortunes ? Reprendre la terre des châtelains ? Reprendre à leurs accapareurs les mines de houille, les mines de fer, les puits de pétrole les chutes d'eau, biens que la nature a donnés à tous ? Nationaliser les chemins de fer, les navires, la grande métallurgie, etc. ? Réduire la dette de moitié en réduisant de moitié le taux de ses intérêts ? Attribuer aux paysans les grands domaines des riches propriétaires absentéistes, afin que la belle terre française enrichisse de nouveau la France et aide à remplir la caisse de l'Etat (c'est nous) ? Accroître le bien-être et les loisirs et l'instruction des travailleurs pour accroître le rendement de leur travail, pour jeter ainsi beaucoup de richesses, de produits dans la circulation, pour puiser dans cette abondance de quoi alimenter le budget de la collectivité ?...

— Mais alors, c'est la Révolution sociale ?...

— Oui, c'en est le commencement... Voyez-vous, à quelque chose malheur est bon. Au sortir du noir tunnel des années terribles, les peuples saignés épuisés, affamés, arrivent au bord du précipice de la ruine.

Avec cinquante milliards de papier en circulation et des travailleurs par centaines de milles encore sous les armes, la valeur du billet baisse, le prix de la vie monte.

Le capitalisme brigand, qui exploite et qui fait tuer, croit-il, dans ces conditions, pouvoir toujours éviter la culbute ?

La Caisse vide est le Trésor de la Révolution...

CHAPITRE VII

Rendez l'argent

Le trait le plus admirable de la « civilisation » capitaliste a été la guerre, certes, mais dans la guerre : l'enrichissement d'une poignée de profiteurs pendant la ruine et la mort de quinze cent mille soldats.

Voilà le fin du fin ! C'est la justice, la politique, l'égalité, la fraternité, la bonté, la beauté et l'honnêteté du régime bourgeois...

C'est le bouquet. C'est le bijou. C'est la perle. Chiffrons les perles de la République.

M. Loucheur a dit que le ministère de l'Armement avait fait, à lui seul, pour 35 MILLIARDS de commandes. 35.000 millions de matériel de guerre...

Dame ! A 60 francs le coup de 75, à 225 francs le coup de 155, à 3.200 francs le coup de 340, à 190.000 francs le mortier de 220, à 18.000 francs l'avion, à 45.000 francs le tank Renault...

Or, voici quelques-unes des découvertes faites par la *Commission des Marchés* de la Chambre :

— Des gaines-relais d'obus vendues à l'Etat 4 fr. 75, 5 et 6 francs pièce alors que les fournisseurs les payaient 1 fr. 90 à des sous-traitants.

— Des avions à 18.000 francs, qui revenaient à 5.000 (dont 100 % pour frais généraux).

— Des pièces détachées facturées 93 fr. 50 et d'une valeur de 9 fr. 50 !

— Des indicateurs de vitesse pour avions revenant à 3 fr. 50 et vendus à l'Etat (c'est nous) 42 francs pièce.

— Moteur Gnome-Le Rhône : 42 millions de bénéfices sur 92 millions et demi de commandes.

— Moteur Salmson, 41 millions un tiers de bénéfice sur 78 millions de commandes, etc.

Soit environ 50 % de bénéfice sur le chiffre des commandes. A ce taux, sur les 35 milliards commandés par l'Etat, il serait donc resté 17 à 18 mil-

liards dans les coffres-forts des marchands de canons, de munitions, de tanks, d'avions, d'autos blindés, etc.

Mais précisons le cas Hotchkiss, c'est le cas formidable :

Au début de la guerre, la SOCIÉTÉ HOTCHKISS était au capital de 6 millions 169.000 francs.

Avec ce capital de 6 millions, la Société Hotchkiss a pu faire un minimum de 42 MILLIONS ET DEMI DE BÉNÉFICES au cours des exercices 1914, 1915, 1916.

L'exercice 1917 aboutit, à lui seul, à un bénéfice net, amortissements déduits, de 32 MILLIONS ET DEMI.

32 millions et demi sur 55 milliards de commande de l'Etat (MITRAILLEUSES). Soit 59 % du prix de vente et 146 % du prix de revient ! Et 525 % du capital primitif ? L'exercice 1916 avait donné 464 % du capital !

Belle affaire que la guerre !

MISTRAL, député de l'Isère, membre de la *Commission des marchés*, estime à 71 MILLIONS la somme que la Société Hotchkiss devrait restituer à l'Etat, tout en gardant 20 % de bénéfices nets annuels sur son capital.

Avec l'exercice 1918, c'est peut-être CENT MILLIONS à restituer. Cent millions pour une seule maison, pour un seul fournisseur.

Pourquoi ces cent millions ne nous sont-ils pas rendus ?

Pour le savoir, ouvrons un journal de financiers, la *Cote Vidal de bourse et de banque* (numéro du 10 janvier 1919) et lisons :

« *L'action de la SOCIÉTÉ HOTCHKISS constitue, en quelque sorte, le type de la VALEUR DE GUERRE. Par son objet, par les résultats extraordinaires (en effet !) qu'elle a obtenus depuis 1914, cette Société se trouve placée en premier plan des entreprises qui ont bénéficié des circonstances spéciales nées de la guerre. Il faut reconnaître que l'action HOTCHKISS a fourni une carrière tout brillante.*

« *Il est difficile d'admettre que les administrateurs de l'affaire — PARMI LESQUELS FIGURENT*

M. GIROS, DE LA FIRME GIROS, ET LOUCHEUR — ne se sont pas préoccupés de l'après-guerre. »

Et voilà comment, en régime capitaliste, en République bourgeoise pendant la guerre (qui est la bonne affaire), on peut être ministre de l'Armement (Loucheur) et fournisseur de l'Armée — et encaisser sa part de bénéfices scandaleux.

Comprenez-vous maintenant pourquoi, la guerre finie, la fabrication lucrative des machines de mort a continué ?

Sept mois après l'armistice, l'Empire du *Creusot*, la Compagnie de *Fives-Lille*, les *Chantiers de la Loire* construisaient encore des canons de 75, de 155 court, de 155 long ! La maison Berliet usinait en grande série des autos blindées ! A Argenteuil, on fabriquait toujours des moteurs d'aviation et... des gaz asphyxiants ! Et je ne suis pas bien sûr qu'à cette époque, la maison Renault eût abandonné enfin la confection de ses tanks monstrueux à 40.000 francs la pièce...

L'immense fortune de M. Loucheur ne suffirait pas à rembourser à la France la dixième partie du matériel de guerre qu'il a commandé... après la guerre.

On nous a volés. On nous a pillés. Gouvernement et profiteurs ont exploité la France à fond. Et c'est un miracle de la politique contemporaine que les détrousseurs du pays aient pu si longtemps et impunément continuer le pillage...

La Banque de France a *profité* de la guerre pour faire renouveler son *privilège* (d'émettre les billets de banque).

Elle en a profité comme fournisseur... de papier. Papier-monnaie, chiffons de papier !

Au 1er janvier 1918, la Banque de France avait déjà réalisé 510 MILLIONS de bénéfices de guerre.

Rien qu'à 1 % par an sur les avances à l'Etat (25 milliards) les années 1918 et 1919 produiront cinq

cents autres millions, sans compter les divers bénéfices de la Banque.

Or, qu'est-ce que la Banque de France ? C'est la France. C'est la France qui lui a donné le droit exclusif de lancer les billets, privilège énorme qui fait sa fortune extraordinaire. Et c'est en fabriquant des billets que la Banque a pu « avancer » 25 milliards à la France. Comment l'aurait-elle pu faire autrement puisque son capital est de 182 millions seulement ?

C'est donc la France qui s'est avancée 25 milliards à elle-même. Mais ce sont les Rothschild et autres profiteurs de la Banque qui encaissent l'intérêt et les bénéfices !

Rendez l'argent, actionnaires de la Banque de France ! Vous nous devez PLUS D'UN MILLIARD. Vous nous devez tout. Et la Banque de France, dans l'intérêt de tous les Français, doit devenir enfin la Banque de la France. Nationalisons.

Sur mer, les armateurs ont gagné dans les 500 MILLIONS en l'année 1915. C'est Fernand Bouisson qui l'a dit, et il s'y connaît, puisqu'il a été Commissaire général à la Marine marchande.

Mettons qu'au cours de chacune des années suivantes ils aient gagné en moyenne autant, malgré la réquisition (d'ailleurs tardive). Cela fait DEUX MILLIARDS ET DEMI de bénéfices pour les profiteurs de la mer.

Eh bien, je vous le demande, est-ce que la flotte de commerce ne devrait pas être — avec les postes et les chemins de fer — un service national industrialisé fonctionnant au profit de l'Etat... (c'est nous) ?

Au moment même où il nous ruinait dans la guerre, l'Etat des bourgeois cédait ses richesses naturelles à des capitalistes au lieu de les garder pour lui, pour nous, pour tous.

La France possède une immense richesse en *houille blanche*. Ses chutes d'eau peuvent fournir une force de 9 millions de chevaux-vapeur, équivalente au travail de 190 millions d'hommes. 190 millions de travailleurs à exploiter ! Ah ! ceux-là ...

peut les traiter en serfs, en esclaves, en parias, ils ne souffrent pas !...

Notre houille blanche représente 78 millions de tonnes de houille noire par an. A cent francs la tonne, voilà huit milliards ! En cinquante ans, voilà 400 MILLIARDS, de quoi payer la guerre.

Eh bien, savez-vous ce que le gouvernement a fait. Il a donné ces milliards aux capitalistes de la montagne, aux ravisseurs de la houille blanche, aux accapareurs de chute d'eau — à la tête desquels, comme par hasard, on trouve... M. Loucheur.

Rendez l'argent !

Il y avait en Lorraine des trésors de fer, de potasse et de charbon. C'était pour nous, pour la France, pour tous.

Or, voici que ces richesses sont l'objet d'un vaste brigandage capitaliste. Le *Comité des Forges*, avec les *Aciéries de Longwy*, les *Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt*, les *Forges et Aciéries du Nord et de l'Est*, le comte de Saintignay et Cie, et autres conquérants de l'Alsace-Lorraine, viennent de fonder la *Société des minerais lorrains*.

A celle-là aussi, il faudra arracher nos milliards.

D'autre part, des établissements métallurgiques *allemands* avaient été mis sous séquestre. On devait en faire une richesse nationale. Pas du tout. On est en train de les répartir entre les gros mangeurs du Comité des Forges.

Ranches va au groupe des Aciéries de la Marine, Micheville-Pont-à-Mousson.

Aumetz va au groupe Schneider-Châtillon-Commentry-de Wendel.

Hagondange va au groupe Aciéries du Nord et de l'Est-Pont-à-Vendin-Bessonneau.

Carlehutte va aux Aciéries de Longwy.

Tout pour le *Comité des Forges !* Rien pour l'Etat. Pouvait-on s'attendre à autre chose avec Millerand-le-Requin et Loucheur-l'Accapareur ?

Les Allemands ont restitué la Lorraine à la France. Il faudra bien que le *Comité des Forges* la restitue à son tour !...

En Angleterre, l'impôt sur les bénéfices de guerre a produit *seize* milliards. En Franec, un milliard.

Au lieu de rendre l'argent, nos fournisseurs cachent leurs bénéfices en des participations industrielles ou les font évader à l'étranger. Le Creusot s'enfuit et s'enfouit aux pays tchéco-slovaques !

C'est l'*évasion*. Les profiteurs sont des déserteurs. Mais ces déserteurs ont l'amnistie et la légion d'honneur.

Ils veulent régner pour garder leurs millions et leurs milliards.

« A force de sentir son argent grossir dans ses coffres, disait La Bruyère, on se croit enfin une bonne tête et presque capable de gouverner. »

Les élections ? C'est une ruée. Ruée de nouveaux riches. Ruée de réactionnaires. Ruée de militaires. Pour ne pas « rendre l'argent ». Mais attention, messieurs, aux grenadiers socialistes !

Ah ! vous voudriez faire verser l'argent par ceux qui ont déjà versé le sang ? Vous voudriez que ceux qui l'ont faite dans les tranchées — paysans, manœuvres, cantonniers, facteurs, instituteurs, petits artisans, petits commerçants, menu peuple — payent la guerre de leur poche et de leur travail ?...

C'en est trop, messieurs ! Vous chatouillez la torpille ! Elle pourrait bien éclater...

Rendez l'argent ! Dépêchez-vous, malheureux, de rendre au moins l'argent, puisque vous ne pouvez pas ressusciter les hommes...

CHAPITRE VIII

La Chanson du Blé Rouge

La voix du canon sauvage enfin s'est étranglée dans sa gorge.

A son tour, le pays va parler.

La grande énigme est dans les campagnes...

Déjà la Réaction s'est annexé les champs. Elle y a placé son dernier espoir...

Mais les hommes de la terre vont-ils se donner au Parti des Châteaux ?

Voteront-ils blanc, bleu ou rouge, les paysans ? A la vieille « chanson des blés d'or », ajouteront-ils la chanson du blé rouge ? Voilà la question.

Et voici une réponse. Elle nous apporte de l'espérance. C'est une lettre qui vient des campagnes de la Garonne :

« *Je suis chez un grand patriote millionnaire, le marquis de B... C'est avec joie que je fais pénétrer la Vague dans son château et dans ses vastes domaines... C'est depuis la bataille de la Marne que nous sommes bolchevistes...*

« *Vous, les vrais socialistes, vous avez avec vous une armée qui va dépasser bientôt de beaucoup celle de Foch et Poincaré. Si vous voulez.*

« *Mais il y a beaucoup à faire dans les campagnes.*

« *Ne brûlez pas les étapes et nous arriverons.* — *E. C.* »

Ami, nous sommes trop socialistes pour être des brûleurs d'étapes...

Quand on est de la grande race paysanne, on peut s'irriter contre les vieilles injustices et la lenteur des réparations sociales, mais on sème du blé rouge, et on a la patience d'attendre la moisson.

De l'automne à l'été, il faut des mois au grain de blé (blé d'or ou blé rouge) pour germer, pointer, pousser et devenir un épi mûr. Quiconque veut manger du pain ne coupe pas les blés en herbe. Car il sait que sur les champs de la justice comme sur

les champs de la terre, rien ne peut empêcher de sonner l'heure de la moisson où

L'or des pailles s'effondre au vol siffleur des faux.

Oui, mais... d'autre part, on nous dit :

— Les paysans se sont enrichis pendant la guerre. Vous, socialistes, vous ne les aurez pas.

Attendez. D'abord ils ne se sont pas tous enrichis. Il y en a, au contraire, que la guerre a ruinés.

Et il y en a près de deux millions, — deux millions, vous entendez ? — qui, domestiques, servantes ou journaliers, sont encore des gens *sans terre*, malgré la hausse des salaires et des gages. Et ceux-là veulent la terre, la terre à eux et à la nation. La leur donnerez-vous, bons apôtres du « progrès » (?) qui soutenez sournoisement la politique des châtelains ?

Nous, socialistes, nous inscrivons en grandes lettres, sur notre drapeau rouge :

— Expropriation des grands propriétaires pour cause d'utilité publique.

— Un domaine pour chaque famille, et une famille pour chaque domaine. Ou bien une coopérative.

— Le petit propriétaire garde la terre qu'il cultive. Sa terre est agrandie si elle ne suffit pas au travail de sa famille.

— Plus de parasites, plus d'exploiteurs, plus de salariés.

— Le paysan libre sur la terre libre.

— L'Etat (c'est nous) seigneur « éminent » des terres de France, receveur des redevances.

Et vous, bourgeois radicaux ou chouans aristos, qu'offrez-vous ? L'éternité de la propriété privée ! C'est-à-dire la terre à ceux qui ne la travaillent pas, 30 millions d'hectares aux châtelains et grands propriétaires, et 12 à 13 millions d'hectares à 3 millions et demi de petits propriétaires, et pas un pouce de terrain à deux millions de salariés, sans compter les métayers et les petits fermiers.

Eh bien ! entre vous et nous choisiront les petits propriétaires de « mouchoirs de poche » et tous les pauvres gens sans terre.

Ensuite, considérons ceux des paysans qui, en effet, ont « gagné de l'argent » pendant la catastrophe. Les deux cents milliards de dettes, les budgets de 20 à 25 milliards et le percepteur leur apprendront ce que coûte la guerre.

Pour en payer les frais, chacun de nous, à l'heure actuelle, a une dette moyenne de cinq à six mille francs. Soit vingt à vingt-quatre mille francs de dettes par famille paysanne de quatre personnes.

Que restera-t-il au cultivateur si on lui fait payer la guerre au lieu de consommer le sacrifice des grandes fortunes parasitaires ?

Enfin, depuis que le tocsin a sonné à travers les campagnes, la joie n'y est pas revenue. Il y a trop de morts...

Un million de paysans ne reverront plus le clocher du village et ne laboureront plus la terre qu'ils aimaient. Ils sont là-bas, sous les terres du Nord, sous les terres de l'Orient...

Et plus de deux cent mille cultivateurs sont mutilés pour leur vie...

Ceux des pays envahis ont vu leurs champs bouleversés et leurs fermes détruites.

Paysan, toi qui aimes la Paix comme tu aimes tes champs, tes prés et les grands bois et la rivière bordée de peupliers, c'est vrai, ce qu'on dit, que tu irais encore te jeter dans les bras du *Parti de la Guerre* ?

C'est vrai que tu nous abandonnerais, nous qui t'avons défendu, nous qui sommes le *Parti de la Paix* ?

C'est vrai que tu nous laisserais seuls clamer dans le désert et que tu permettrais aux brigands de France et d'Europe de ramener la guerre qui mangerait tes enfants ?

Parle, frère, et dis-leur que cela n'est pas possible. Crie-leur :

— « A bas la guerre ! » et « Vive le Socialisme ! »... « A nous la terre et la Paix ! »...

Et chante-leur, pour finir, la chanson du blé rouge...

CHAPITRE IX

Le Coup d'Etat

Il n'y a qu'un moyen de sauver le pays de l'invasion... capitaliste : c'est le coup d'Etat du peuple.

Le coup d'Etat pour prendre le Pouvoir et reprendre nos Richesses.

Le coup d'Etat pour la propriété collective du charbon, du fer, de l'eau, de l'électricité, du phosphate national, de la potasse lorraine des hauts-fourneaux, forges, fonderies et aciéries du Creusot et des grandes usines, de la Banque de France, des navires, des chemins de fer, des grands domaines, etc.

Le coup d'Etat pour le désarmement.

Le coup d'Etat pour la Paix. Le coup d'Etat pour l'Instruction, pour la Science, pour la Beauté et pour la Santé. Le coup d'Etat pour avoir enfin la joie de vivre.

En avant donc, et par millions ! — paysans, cheminots, mécanos, postiers, marins, dockers, électriciens, ouvriers de tous métiers, petits fonctionnaires, petits commerçants, pacifistes, femmes et honnêtes gens.

Par millions aux Syndicats !

Par millions aux coopératives !

Par millions au Parti Socialiste !

Par millions à nos journaux qui débourrent !

Par millions aux urnes avec des bulletins rouges !

Tous les travailleurs debout pour la victoire du Travail !

La mobilisation révolutionnaire en masses ! En masses à gauche.

Sinon vous serez toujours mangés et les Brigands vous ramèneront la guerre.

Table des Matières

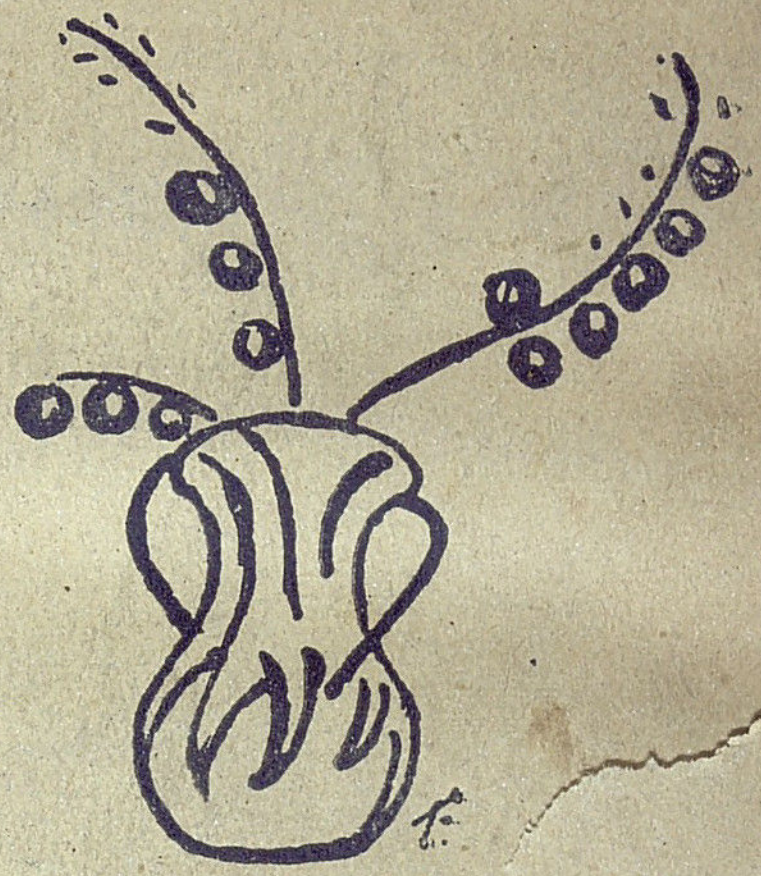
I. — *LA GRANDE TRAHISON*

Chap. I. — *La Grande Trahison* 3
— II. — *Le Barril de Poudre* 9
— III. — *Les Erreurs terribles* 13
— IV. — *La Faute des généraux* 18
— V. — *Les Ruines* 27
— VI. — *La Guerre qu'on paye* 31
— VII. — *Les gros mangeurs* 32
— VIII. — *Le Massacre des abeilles* 34
— IX. — *L'Aboutissement d'une Politique* 37

II. — *L'ENNEMI HEREDITAIRE*

Chap. I. — *La Dictature de la Bourgeoisie* 39
— II. — *La Fortune en France* 45
— III. — *Le « partage » et les « pargeux »* 47
— IV. — *Pourquoi en jouissez-vous ?* 51
— V. — *Nos Rois s'amusent* 53
— VI. — *L'Internationale des Massacreurs* 56
— VII. — *La Canaille de Sainte-Galette* .. 57
— VIII. — *La Banqueroute des Hautes Classes* 60
— IX. — *Le Permis de Chasse* 61

III. — *LA REVANCHE DU PEUPLE*

Chap. I. — *Si le Peuple avait voulu* 65
— II. — *Le Retour des Pauvres* 67
— III. — *Le Sacrifice des Fortunes* 72
— IV. — *La Carte d'Argent* 77
— V. — *Les Briseurs de Chaînes* 79
— VI. — *Le Trésor de la Révolution* 82
— VII. — *Rendez l'argent* 85
— VIII. — *La Chanson du Blé Rouge* 91
— IX. — *Le Coup d'Etat* 94

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
29, rue Montmartre, Paris (2e)